

SYMPOSIUM

Symposium franco-québécois sur le développement social local et le soutien aux familles

Depuis plusieurs années, les approches de développement social mobilisent bon nombre d'acteurs, au Québec comme en France. Si les problématiques sociales se ressemblent beaucoup d'un pays à l'autre, les interventions diffèrent sensiblement. Les échanges survenus depuis quelques années entre intervenants français et québécois ont fait émerger l'idée de tenir un symposium sur le développement social local et le soutien aux familles. L'événement permettra aux participants de mieux connaître les pratiques de développement social local, de les comparer et de les analyser.

Du côté français, l'événement s'adresse aux gestionnaires et aux intervenants concernés par les politiques et les programmes visant le soutien aux familles. Du côté québécois, le symposium s'adresse aux intervenants de santé publique, aux organismes communautaires, aux différents partenaires impliqués dans les actions locales de développement social et de soutien aux familles, aux professionnels des ministères et organismes publics concernés par les questions de développement social et de soutien aux familles (Éducation, Loisir et Sport; Emploi et Solidarité sociale; Famille, Aînés et Condition féminine; Santé et Services sociaux; Conseil de la famille et de l'enfance; Conseil du statut de la femme), aux intervenants des milieux municipaux, des commissions scolaires, de même qu'aux étudiants et aux universitaires.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Michel Morel, Agent de planification et de programmation, Institut national de santé publique du Québec, Canada

MEMBRES : Danièle Aveline, agente de planification, ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec, Canada ■ Daniel Beaugregard, agent de planification et de programmation, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Tahar Belmounès, directeur de l'action sociale, Caisse nationale des allocations familiales, France ■ Jean-Marie Bézard, intervenant, École Nationale Supérieure de Sécurité Sociale, France ■ Marguerite Blais, présidente, Conseil de la famille et de l'enfance, Québec, Canada ■ Jean-Louis Haurie, directeur évaluateur, Caisse nationale des allocations familiales, France ■ Gérard Lescot, directeur général adjoint des politiques de solidarité sociale, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, Canada ■ France Fradette, présidente, Réseau québécois de développement social, Canada ■ Marc-André Maranda, directeur du programme de santé publique, Direction générale de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada ■ Gilles Meunier, conseiller expert en développement de programmes, ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine du Québec, Canada ■ Antoine Saint-Denis, chef de bureau, Direction générale de l'action sociale, ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, France ■ Denis St-Amand, conseiller aux programmes, Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux, Canada ■ Jean Tremblay, agent de planification et de programmation, Institut national de santé publique du Québec, Canada

lundi 23 OCTOBRE 2006

ANIMATION : Françoise Guénette, journaliste, Québec, Canada

Ouverture

- Décrire les expériences récentes de collaboration entre la France et le Québec en ce qui a trait au développement social.

8 h 30 à 8 h 45

F Présentation du programme et des consignes

Françoise Guénette, journaliste, Québec, Canada

8 h 45 à 10 h

F Les collaborations entre la France et le Québec en matière de développement social local

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Un représentant du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement/ministère de la Santé et des Solidarités, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Les fondements des politiques familiales

- Décrire les valeurs et les principes qui fondent les politiques sociales de la France et du Québec.
- Expliquer les grandes orientations des politiques sociales.

10 h 30 à 11 h 30

F Les valeurs et les principes qui devraient être à la base des politiques sociales et des politiques familiales

Renée B. Dandurand, chercheure, Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation, Culture et Société, Québec, Canada

Tahar Belmounès, directeur de l'action sociale, Caisse nationale des allocations familiales, France

11 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants



Institut national de santé publique

Québec



Avec la collaboration de :

- Conseil de la famille et de l'enfance
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
- Ministère de la Santé et des Services sociaux



ATELIERS SIMULTANÉS

LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES INSTITUTIONNELS

- Distinguer les similitudes et les différences entre les politiques et les programmes de la France et du Québec.
- Analyser les distinctions engendrées par les contextes politique, social et culturel, en ce qui a trait à la définition du développement social, ses composantes et l'intervention.
- Intégrer un ensemble de connaissances dans sa réflexion sur les pratiques de développement social et de soutien aux familles.

ATELIER 1 – Le soutien aux jeunes parents et à la parentalité

14 h à 15 h 30

F Les politiques et les programmes institutionnels de la France et du Québec

Véronique Delaunay-Guivarc'h, conseillère technique, service Vie familiale, Caisse nationale des allocations familiales, France

Marthe Hamel, agente de planification et de programmation, Direction générale de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

ATELIER 2 – Les politiques familiales

14 h à 15 h 30

F Les politiques et les programmes institutionnels de la France et du Québec

Kathleen Carrière, directrice générale adjointe des politiques et des programmes, ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine du Québec, Canada

Sylvie Le Chevillier, responsable, département Vie familiale et cadre de vie, Caisse nationale des allocations familiales, France

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

ATELIER 3 – Le logement

14 h à 15 h 30

F Les politiques et les programmes institutionnels de la France et du Québec

Françoise Lefebvre, chef du service Cadre de vie, Caisse nationale des allocations familiales, France

Paul Morin, professeur, Université de Sherbrooke, Québec, Canada

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

ATELIER 4 – Les jeunes

14 h à 15 h 30

F Les politiques et les programmes institutionnels de la France et du Québec

Marie-Thérèse Bain, chef du service Vie Familiale, Caisse nationale des allocations familiales, France

Madeleine Gauthier, chercheuse, Observatoire Jeunes et Société, Institut national de la recherche scientifique – Urbanisation, Culture et Société, Québec, Canada

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

ATELIER 5 – Le soutien aux familles des milieux défavorisés

14 h à 15 h 30

F Les politiques et les programmes institutionnels de la France et du Québec

Christelle Guegan, conseillère technique, service Cadre de vie, Caisse nationale des allocations familiales, France

Geneviève Leblanc, directrice des programmes de lutte contre la pauvreté, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, Canada

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

ATELIER 6 – Les services de garde

14 h à 15 h 30

F Les politiques et les programmes institutionnels de la France et du Québec

Pierre Lamarche, sous-ministre adjoint, Agence des services de garde, ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine du Québec, Canada

Edith Voisin, conseillère technique, service Vie familiale, Caisse nationale des allocations familiales, France

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

mardi 24 OCTOBRE 2006

ANIMATION : Françoise Guénette, journaliste, Québec, Canada

ATELIERS SIMULTANÉS (SUITE)

LES ACTIONS LOCALES, ASSOCIATIVES OU COMMUNAUTAIRES ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES

- Distinguer les similitudes et les différences entre les pratiques associatives et communautaires, en France et au Québec.
- Identifier les conditions de réussite et les obstacles à l'intervention en développement social en les situant dans leurs contextes politique, social et culturel
- Intégrer un ensemble de connaissances dans sa réflexion sur les pratiques de développement social et de soutien aux familles.

ATELIER 1 – Le soutien aux jeunes parents et à la parentalité (suite)

8 h 30 à 10 h

F Les actions associatives ou communautaires de soutien aux familles, en France et au Québec

Véronique Delaunay-Guivarc'h, conseillère technique, service Vie familiale, Caisse nationale des allocations familiales, France

Luc Grard, directeur, Caisse des allocations familiales de Pau, France

Jean-Michel Levecque, responsable des travailleurs sociaux, Caisse des allocations familiales de Montbéliard, France

Marie Rhéaume, coordonnatrice, Fédération québécoise des organismes communautaires Famille, Québec, Canada

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

ATELIER 2 – Les politiques familiales municipales (suite)

8 h 30 à 10 h

F Les actions associatives ou communautaires de soutien aux familles, en France et au Québec

Marie-Claude Bouzou, directrice, Caisse des allocations familiales de Niort, France

Sylvie Le Chevillier, responsable, département Vie familiale et cadre de vie, Caisse nationale des allocations familiales, France

Jacques Lizée, directeur, Carrefour action municipale et famille, Québec, Canada

Jean-Charles Piteau, directeur, Caisse des allocations familiales de Carcassonne, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

ATELIER 3 – Le logement (suite)

8 h 30 à 10 h

F Les actions associatives ou communautaires de soutien aux familles, en France et au Québec

Hélène Bohémier, directrice du développement social, Office municipal d'habitation de Montréal, Québec, Canada

Pascale Delseny, conseillère technique logement, Caisse des allocations familiales de Perpignan, France

Françoise Lefebvre, chef du service Cadre de vie, Caisse nationale des allocations familiales, France

Jean-Charles Slama, directeur, Caisse des allocations familiales de Marseille, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

ATELIER 4 – Les jeunes (suite)

8 h 30 à 10 h

F Les actions associatives ou communautaires de soutien aux familles, en France et au Québec

Marie-Thérèse Bain, chef du service Vie Familiale, Caisse nationale des allocations familiales, France

Tania Conci, sous-directrice, Caisse des allocations familiales de La Rochelle, France

Rémi Fraser, coordonnateur, Les Auberges du cœur, Québec, Canada

Pascale Maneval-Guibert, directrice adjointe, Caisse des allocations familiales d'Avignon, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

ATELIER 5 – Le soutien aux familles des milieux défavorisés (suite)

8 h 30 à 10 h

F Les actions associatives ou communautaires de soutien aux familles, en France et au Québec

Christelle Guegan, conseillère technique, service Cadre de vie, Caisse nationale des allocations familiales, France

Brigitte Kalamaras, responsable, Programme d'aide à la famille, Centre communautaire Val Martin, Québec, Canada (à confirmer)

Dominique Macquart, directeur adjoint, Caisse des allocations familiales de Bourg en Bresse, France

Christine Mansiet, directrice, Caisse des allocations familiales de Bourges, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

ATELIER 6 – Les services de garde (suite)

8 h 30 à 10 h

F Les actions associatives ou communautaires de soutien aux familles, en France et au Québec

Caroline Gugenheim, directrice, Caisse nationale des allocations familiales de Nanterre, France

Jean Robitaille, coordonnateur, Association des centres de la petite enfance, Québec, Canada

Jean-Michel Serouart, sous-directeur, Caisse nationale des allocations familiales de Lyon, France

Edith Voisin, conseillère technique, service Vie familiale, Caisse nationale des allocations familiales, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION ENTRE LES PARTICIPANTS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 15 h 30

F TABLE RONDE – Les enjeux actuels en matière de politique familiale et de développement social en France et au Québec

ANIMATION : Françoise Guénette, journaliste, Québec, Canada

PARTICIPANTS :

Marguerite Blais, présidente, Conseil de la famille et de l'enfance du Québec, Canada

Jean-Louis Haurie, directeur évaluateur, Caisse nationale des allocations familiales, France

Michel Morel, conseiller scientifique, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Un représentant du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement/ministère de la Santé et des Solidarités, France

- Préciser les enjeux en matière de politique familiale et de développement social en France et au Québec.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 45 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

**F Que peut-on retenir de ce colloque ?
Que peut-on envisager comme collaborations ?**

Jean-Marie Bézard, intervenant, École nationale supérieure de sécurité sociale, France

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec, Canada

- Comparer les approches québécoises et françaises.
- Identifier les éléments susceptibles de favoriser la collaboration entre la France et le Québec.

SYMPOSIUM

La santé des populations vulnérables : des défis scientifiques et éthiques, de la mesure à la diffusion des résultats

Dans leur rôle de vigie, de veille, de surveillance et de recherche sur l'état de santé de la population, les institutions sont confrontées au fait que certaines populations vulnérables, plus exposées à des risques, échappent aux stratégies traditionnelles et aux approches classiques de santé publique. C'est le cas, entre autres, des populations isolées, itinérantes, socioéconomiquement défavorisées, des personnes très âgées, des communautés culturellement différentes, des nouveaux immigrants et des personnes non fonctionnelles sur le plan de la communication. Après de ces populations, il n'est pas possible d'utiliser les cadres structurés de santé publique, ce qui soulève des enjeux de taille, tant au point de vue méthodologique, scientifique et éthique que sur le plan des valeurs sociales qui sous-tendent les démarches épidémiologiques. Les efforts et les stratégies à déployer doivent être adaptés, que ce soit dans l'échantillonnage représentatif, la conception de la mesure, l'élaboration de méthodes, les activités de recrutement, les outils pour faciliter le consentement éclairé et pour éviter la stigmatisation et la manière de transmettre et de traduire les résultats.

Ce symposium se veut un lieu d'échange d'expertises québécoise, canadienne et française, auquel sont conviées toutes les personnes qui produisent des données en surveillance, en vigie, en veille ou en recherche concernant les populations vulnérables, dans tous les domaines de la santé publique. Les participants pourront y parfaire leurs connaissances concernant les méthodologies pour identifier les populations vulnérables, les nouvelles approches de conception de la mesure, ainsi que les stratégies de diffusion des résultats, en tenant compte de la rigueur de la démarche scientifique et des enjeux éthiques.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLES : Danielle St-Laurent, coordonnatrice scientifique, unité Connaissance-surveillance, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Marc Dionne, directeur scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

MEMBRES : Juliette Bloch, épidémiologiste, responsable, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France ■ Jean-Claude Desenclos, médecin épidémiologiste, responsable, département Maladies infectieuses, Institut de veille sanitaire, France ■ Marie DesMeules, directrice, Division des preuves et de l'évaluation des risques, Agence de santé publique du Canada ■ Ellen Imbernon, médecin épidémiologiste, responsable, département Santé travail, Institut de veille sanitaire, France ■ Martine Ledrans, épidémiologiste, responsable, département Santé environnement, Institut de veille sanitaire, France ■ Florence Rossollin, rédactrice en chef, Bulletin épidémiologique hebdomadaire, Institut de veille sanitaire, France

 Agence de santé publique du Canada Public Health Agency of Canada

 INSTITUT DE VEILLE SANITAIRE

Institut national de santé publique Québec 

lundi 23 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 45

Mot de bienvenue

Marc Dionne, directeur scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Juliette Bloch, épidémiologiste, responsable, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

Enjeux

ANIMATION : Danielle St-Laurent, coordonnatrice scientifique, unité Connaissance-surveillance, Institut national de santé publique du Québec, Canada

- Décrire l'état de la situation de la vigie, de la veille, de la surveillance et de la recherche sur l'état de santé de la population en regard des populations vulnérables.
- Analyser les principaux enjeux liés à la surveillance auprès des populations dites vulnérables, dans un environnement continuellement en mouance.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

8 h 45 à 9 h 15

La Loi sur la santé publique est-elle un levier pour mesurer l'état de santé des populations dites vulnérables ?

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec, Canada

9 h 15 à 9 h 45

Les enjeux de surveillance auprès des populations dites vulnérables dans le contexte des changements démographiques, climatiques, de l'apparition de nouvelles maladies, d'une menace de pandémie de grippe et de l'augmentation des catastrophes naturelles

Gilles Brucker, directeur général, Institut de veille sanitaire, France

9 h 45 à 10 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Trois approches pour identifier les populations en situation de précarité

- Spécifier les avantages et les inconvénients d'utiliser des données plus écologiques ou des données individuelles lorsqu'on veut traiter des questions de précarité.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

10 h 30 à 11 h

F Le score EPICES: un outil pour mieux identifier les populations en situation de précarité

Catherine Sass, épidémiologiste, chargée de mission, programme Précarité-inegalités de santé, Centre technique d'appui et de formation des Centres d'examen de santé, France

11 h à 11 h 30

F Évolution temporelle des inégalités sociales de mortalité selon l'indice québécois de défavorisation

Robert Pampalon, géographe chercheur, Études et analyses de l'état de santé de la population, Institut national de santé publique du Québec, Canada

11 h 30 à 12 h

F Analyse de la mortalité par cause selon les secteurs d'activité professionnelle en France

Béatrice Geoffroy-Perez, médecin épidémiologiste, département Santé travail, Institut de veille sanitaire, France

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

SÉANCES PARALLÈLES

VIGIE, VEILLE, SURVEILLANCE ET RECHERCHE : DES PRÉSENTATIONS DE PROJETS QUI ILLUSTRENT LA COMPLEXITÉ ET LA DIVERSITÉ DES DÉFIS MÉTHODOLOGIQUES ET SCIENTIFIQUES

- Choisir, selon les problématiques abordées et les enjeux méthodologiques et scientifiques, les outils, les approches et les stratégies appropriés pour planifier et réaliser un projet de vigie, de veille, de surveillance ou de recherche auprès de populations dites vulnérables.
- Définir les situations éthiques par le biais de différents projets qui peuvent être généralisés ou transférés en vue de l'élaboration de projets de vigie, de veille, de surveillance ou de recherche auprès de populations dites vulnérables.

SÉANCE 1 – Santé environnementale

ANIMATION : Germain Lebel, conseiller scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

14 h à 14 h 30

F Population vivant à proximité de sites pollués : étude de cas

Côme Daniau, épidémiologiste, département Santé environnement, Institut de veille sanitaire, France

14 h 30 à 15 h

F Santé publique et risques environnementaux dans un quartier défavorisé situé près d'une fonderie de cuivre

Daniel Gagné, conseiller scientifique en santé environnementale, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, Québec, Canada

15 h à 15 h 30

F Démarche de santé publique autour d'un ancien site amiantifère

Conférencier à confirmer, Cellule interrégionale d'épidémiologie Aquitaine, Institut de veille sanitaire, France

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

F Les personnes âgées et la canicule d'août 2003

Martine Ledrans, épidémiologiste, responsable, département Santé environnement, Institut de veille sanitaire, France

16 h 20 à 16 h 50

F La situation de chaleur accablante auprès des populations vulnérables

Louis Drouin, médecin, responsable, secteur Environnement urbain et santé, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Québec, Canada

16 h 50 à 17 h

F Synthèse de la séance

Germain Lebel, conseiller scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

SÉANCE 2 – Maladies infectieuses

ANIMATION : Lina Noël, conseillère scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

14 h à 14 h 30

F Les jeunes de la rue à Montréal: VIH et hépatite C

Élise Roy, médecin-conseil, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

14 h 30 à 15 h

F Comment faire une enquête représentative sur échantillonnage avec prélèvement sanguin, dans une population ayant des pratiques illégales: l'exemple des usagers de drogues en France

Marie Jauffret-Roustide, sociologue, Département des maladies infectieuses, Institut de veille sanitaire, France

15 h à 15 h 30

F Infections au VIH et hépatite C chez les utilisateurs de drogues

Carole Morissette, médecin-conseil, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Québec, Canada

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

F Les répercussions de la migration sur l'infection au VIH et sur la tuberculose en France

Delphine Antoine, épidémiologiste, Département des maladies infectieuses, Institut de veille sanitaire, France

16 h 20 à 16 h 50

A F **Migrations humaines, voyages et surveillance des maladies à déclaration obligatoire: défis méthodologiques en milieu urbain**

Yvette Bonvalot, biomathématicienne, biostatisticienne et épidémiologiste, Bureau de surveillance épidémiologique – Secteur vigie protection, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

16 h 50 à 17 h

A F **Synthèse de la séance**

Lina Noël, conseillère scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

SÉANCE 3 – Maladies chroniques et traumatismes

ANIMATION : Marie DesMeules, directrice, Division des preuves et de l'évaluation des risques, Agence de santé publique du Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

14 h à 14 h 30

F **Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire dans quatre zones urbaines en France, 2004-2005 (Étude Abena)**

Katia Castetbon, épidémiologiste, responsable, unité Nutrition, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

14 h 30 à 15 h

F **Précarité, alimentation et poids corporel des enfants d'âge préscolaire au Québec: les résultats de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ 1998-2011)**

Lise Dubois, professeure agrégée, Faculté de médecine, Épidémiologie et médecine sociale, Université d'Ottawa, Canada

15 h à 15 h 30

F **Mise en place d'une étude de description de l'alimentation et de l'état nutritionnel à Mayotte, 2006 (Étude Nutrimay)**

Katia Castetbon, épidémiologiste, responsable, unité Nutrition, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

F **Impact du niveau socioéconomique sur la prévalence et les complications du diabète**

Sandrine Fosse, épidémiologiste, programme Diabète, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

16 h 20 à 16 h 50

F **Relation entre la défavorisation et le diabète, et ses complications au Québec**

Najwa Ouhoumane, conseillère scientifique, unité Connaissance-surveillance, Institut national de santé publique du Québec, Canada

16 h 50 à 17 h

F **Synthèse de la séance**

ANIMATION : Marie DesMeules, directrice, Division des preuves et de l'évaluation des risques, Agence de santé publique du Canada

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

SÉANCE 4 – Santé au travail

ANIMATION : Jean-François Boivin, professeur, Département d'épidémiologie, de biostatistique et de santé au travail, Université McGill, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

14 h à 14 h 30

F **Surveillance en santé au travail: des défis**

Robert Arcand, conseiller scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

14 h 30 à 15 h

F **Exposition à l'amiante chez les travailleurs de la construction au Québec**

Louise De Guire, médecin-conseil, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

15 h à 15 h 30

F **Repérage des travailleurs et des retraités (salariés et artisans) ayant été exposés à l'amiante au cours de leur vie professionnelle: les programmes ESPrI et SPIRALE**

Matthieu Carton, médecin épidémiologiste, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Centre technique d'appui et de formation des Centres d'exams de santé, France

Patrick Rolland, épidémiologiste, Institut de veille sanitaire, France

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

F **Facteurs de risques et de troubles musculosquelettiques et prévalence des troubles chez les travailleurs intérimaires et les travailleurs vieillissants**

Yves Roquelaure, médecin, Consultation de pathologie professionnelle, Centre hospitalier universitaire d'Angers, France

Catherine Ha, médecin épidémiologiste, direction Santé travail, Institut de veille sanitaire, France

16 h 20 à 16 h 50

F **Troubles musculosquelettiques liés au travail: définition des groupes à risque**

Susan Stock, médecin spécialiste, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

16 h 50 à 17 h

F **Synthèse de la séance**

ANIMATION : Jean-François Boivin, professeur, Département d'épidémiologie, de biostatistique et de santé au travail, Université McGill, Canada

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

mardi 24 OCTOBRE 2006

SÉANCE 1 (SUITE) – Santé environnementale

ANIMATION : Martine Ledrans, épidémiologiste, responsable, département Santé environnement, Institut de veille sanitaire, France

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

8 h 30 à 9 h

F **Caractérisation de l'exposition des enfants québécois aux pesticides utilisés en milieu résidentiel**

Onil Samuel, conseiller scientifique, Centre de toxicologie, direction Toxicologie humaine, Institut national de santé publique du Québec, Canada
Mathieu Valcke, conseiller scientifique, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

9 h à 9 h 30

F **Populations amérindiennes de Guyanne et exposition au mercure**

Philippe Quenel, médecin épidémiologiste, coordonnateur, Cellule interrégionale d'épidémiologie, Antilles-Guyane

9 h 30 à 10 h

F **De l'exposition aux effets : l'utilisation des marqueurs biologiques en surveillance des populations vulnérables**

Pierre Ayotte, spécialiste en sciences biologiques et physiques sanitaires, direction Toxicologie humaine, Institut national de santé publique du Québec, Canada

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 11 h 15

F **Populations défavorisées et surveillance du saturnisme en France**

Philippe Bretin, médecin épidémiologiste, département Santé environnement, Institut de veille sanitaire, France

11 h 15 à 11 h 55

F **Stratégies de documentation et d'intervention sur la problématique des moisissures en milieu défavorisé**

Norman King, épidémiologiste, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada
Louis Jacques, médecin, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

11 h 55 à 12 h

F **Synthèse de la séance**

Martine Ledrans, épidémiologiste, responsable, département Santé environnement, Institut de veille sanitaire, France

SÉANCE 2 (SUITE) – Maladies infectieuses

ANIMATION : Lucie Bédard, coordonnatrice, Bureau de surveillance épidémiologique, secteur Vigie protection, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

8 h 30 à 9 h

A **F** **La précarité sociale comme déterminant important de la prévalence des infections chroniques par le virus de l'hépatite B et le virus de l'hépatite C et d'une couverture vaccinale plus faible contre l'hépatite B en France**

Christine Meffre, médecin épidémiologiste, responsable de projets sur les hépatites virales B et C, département Maladies infectieuses, Institut de veille sanitaire, France

9 h à 9 h 30

A **F** **Enquête ARGUS : prévalence et incidence de l'infection au VIH chez les hommes gays**

Gilles Lambert, médecin-conseil, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

9 h 30 à 10 h

A **F** **La désaffection de la prévention chez les gays en France, une tendance qui s'accroît fortement : résultats de deux dispositifs d'enquêtes comportementales périodiques**

Annie Velter, socio-démographe, Département des maladies infectieuses, unité VIH-Sida-ITS, Institut de veille sanitaire, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 11 h

A **F** **Surveillance des maladies infectieuses auprès d'une population du Grand Nord québécois : stratégies et défis**

Conférencier à confirmer

11 h à 11 h 30

A **F** **Tuberculose et prison en région parisienne**

Amandine Cochet, épidémiologiste stagiaire, Programme de formation à l'épidémiologie de terrain, Cellule interrégionale d'épidémiologie d'Île de France, Institut de veille sanitaire, France

11 h 30 à 11 h 55

A **F** **Le VIH et les infections transmissibles sexuellement chez les travailleurs du sexe en Afrique francophone**

Raphaël Bitera, coordonnateur scientifique, Centre de recherche, Centre hospitalier affilié de l'Université Laval, Québec, Canada

11 h 55 à 12 h

A **F** **Synthèse de la séance**

Lucie Bédard, coordonnatrice, Bureau de surveillance épidémiologique, secteur Vigie protection, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

SÉANCE 3 (SUITE) – Maladies chroniques et traumatismes

ANIMATION : Juliette Bloch, épidémiologiste, responsable, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

8 h 30 à 9 h

F Étude de faisabilité du repérage du syndrome d'alcoolisation fœtale à la naissance

Juliette Bloch, épidémiologiste, responsable, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

9 h à 9 h 30

F Syndrome d'alcoolisation fœtale à la naissance chez les enfants inuits

Serge Déry, directeur, Direction de santé publique du Nunavik, Québec, Canada

9 h 30 à 10 h

F La santé des canadiens vivant en milieu rural et éloigné : défis méthodologiques

Claudia Lagacé, épidémiologiste, Centre de la prévention et du contrôle des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 11 h

F Disparités en santé des maladies chroniques chez les populations immigrantes au Canada

Marie DesMeules, directrice, Division des preuves et de l'évaluation des risques, Agence de santé publique du Canada

11 h à 11 h 30

F La surexposition des enfants des familles migrantes au risque de chute de grande hauteur : l'expérience française

Philippe Meyer, anesthésiste-réanimateur, Service d'anesthésie-réanimation, Hôpital Necker-Enfant malades, France

11 h 30 à 11 h 55

F Pauvreté et blessures chez les enfants québécois

Mathieu Gagné, conseiller scientifique, unité Connaissance-surveillance, Institut national de santé publique du Québec, Canada

11 h 55 à 12 h

F Synthèse de la séance

Juliette Bloch, épidémiologiste, responsable, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

SÉANCE 4 (SUITE) – Santé au travail

ANIMATION : Ellen Imbernon, médecin épidémiologiste, responsable, département Santé travail, Institut de veille sanitaire, France

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

8 h 30 à 9 h

F Santé mentale et travail : un exemple de réseau de surveillance épidémiologique en France

Christine Cohidon, médecin épidémiologiste, département Santé travail, Institut de veille sanitaire, France

9 h à 9 h 30

F Enquête transversale sur la santé au travail : des défis et encore des défis...

Conférencier à confirmer

9 h 30 à 10 h

F Précarité de l'emploi et santé en France (à partir de l'enquête décennale santé 2002-2003)

Gaëlle Santin, statisticienne, département Santé travail, Institut de veille sanitaire, France

Christine Cohidon, médecin épidémiologiste, département Santé travail, Institut de veille sanitaire, France

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 11 h 30

F Violence au travail

Michel Vézina, médecin spécialiste, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

11 h 30 à 11 h 55

F Syndrome de Reynaud, un problème mal mesuré

Alice Turcot, médecin-conseil, direction Risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec, Canada

11 h 55 à 12 h

F Synthèse de la séance

Ellen Imbernon, médecin épidémiologiste, responsable, département Santé Travail, Institut de veille sanitaire, France

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Illustration de trois enjeux éthiques importants : stigmatisation, consentement éclairé et diffusion des résultats

- Expliquer les problèmes éthiques liés à la stigmatisation, au consentement éclairé et à la diffusion des résultats ainsi que les enjeux qui en résultent.
- Identifier quelques stratégies originales qui peuvent être utilisées pour les traiter.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

14 h à 14 h 30

F Stigmatisation : étude épidémiologique du VIH dans une communauté ethnoculturelle au Québec

Alix Adrien, médecin-conseil, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Québec, Canada

14 h 30 à 15 h

F Le consentement éclairé chez les populations autochtones : une démarche novatrice adaptée à la culture inuite au cours de l'enquête de santé menée au Nunavik en 2004

Carole Blanchet, conseillère scientifique, unité Connaissance-surveillance, Institut national de santé publique du Québec, Canada

15 h à 15 h 30

F Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire dans quatre zones urbaines en France, 2004-2005 (étude Abena)

Katia Castetbon, épidémiologiste, responsable, unité Nutrition, Département des maladies chroniques et traumatismes, Institut de veille sanitaire, France

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 45

 **F** **TABLE RONDE – Les enjeux éthiques liés à la stigmatisation, au consentement éclairé et à la diffusion des résultats**

- Intégrer de façon systématique les principaux enjeux éthiques liés aux populations vulnérables pendant les différentes étapes d'une démarche scientifique rigoureuse.

Éric Dewailly, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, et directeur, Unité de recherche en santé publique, Centre de recherche, Centre hospitalier de l'Université Laval, Canada

Daniel Weinstock, président, Comité d'éthique de la santé publique du Québec, et professeur, Département de philosophie, Université de Montréal, Canada

Marcel Goldberg, professeur et épidémiologiste, Institut national de la santé et de la recherche médicale, département Santé travail, Institut de veille sanitaire, France

Un éthicien français à confirmer

16 h 45 à 17

 **F** **Synthèse du symposium et mot de la fin**

Danielle St-Laurent, coordonnatrice scientifique, unité Connaissance-surveillance, Institut national de santé publique du Québec, Canada

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

Prévenir l'obésité : les ingrédients d'un plan gouvernemental fructueux

L'accroissement important et rapide de la fréquence de l'obésité représente un immense défi pour de nombreuses sociétés. Pour contrer cette menace et pour endiguer cette épidémie, les gouvernements de plusieurs pays mettent en œuvre des plans, des programmes, des stratégies ou des politiques. Mais les gouvernements, ces structures imposantes qui évoluent lentement sous le poids de nombreux enjeux (économiques, stratégiques, politiques) et parmi un engorgement de priorités, peuvent-ils vraiment réussir à mobiliser les acteurs concernés et à mettre en place les conditions gagnantes pour la mise en œuvre de ces plans? Ce symposium s'adresse aux décideurs et aux professionnels des secteurs de la santé, de l'agroalimentaire, de l'environnement bâti (aménagement urbain, transport actif, architecture), du socioculturel (publicité, médias, mode), qu'ils soient du milieu gouvernemental ou des organismes non gouvernementaux (ONG). Il leur permettra non seulement de connaître les plans visant à prévenir l'obésité, élaborés par une douzaine de pays occidentaux, mais aussi de les analyser, d'échanger sur les enjeux qui les entourent, ainsi que d'établir les bases d'une collaboration prometteuse.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Lyne Mongeau, coordonnatrice professionnelle, Institut national de santé publique du Québec, Canada

MEMBRES : Roch Boucher, directeur général, Centre de recherche en prévention de l'obésité, Fondation Lucie et André Chagnon, Québec, Canada ■ Margaret De Groh, analyste principale des politiques, Agence de santé publique du Canada ■ Laurette Dubé, directrice scientifique, McGill Health Challenges Think Tank, et professeure, Chaire James McGill en psychologie des consommateurs et marketing, Faculté de gestion Desautels, Université McGill, Québec, Canada ■ Cristelle Duchêne, chargée de mission en éducation pour la santé et coordonnatrice du programme Nutrition, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, France ■ Yves Jalbert, chercheur en évaluation, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Brigitte Lachance, conseillère en habitudes de vie et maladies chroniques, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada ■ Tim Hutchinson, directeur, division Prévention des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada ■ Kim Raine, directrice et professeure, Centre for Health Promotion Studies, School of Public Health, University of Alberta, Canada ■ Neville Rigby, directeur des politiques et des affaires publiques, International Obesity Task Force, Royaume-Uni ■ Jean Rochon, expert associé, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Angelo Tremblay, professeur, Division de kinésiologie, Université Laval, Canada



lundi 23 OCTOBRE 2006

SÉANCE D'OUVERTURE

ANIMATION : Nicole Damestoy, Directrice de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Québec, Canada

- Énoncer les principaux axes du Plan gouvernemental de promotion de saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012.
- Connaître la Stratégie de l'Organisation mondiale de la Santé sur la nutrition, l'activité physique et la santé.
- Analyser les forces et les écueils du projet de santé cardiovasculaire de la Carélie du Nord (Finlande).

8 h 30 à 8 h 45

- F** **Prévenir les problèmes reliés au poids : la convergence de nombreux ministères et organismes gouvernementaux**
Philippe Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada

8 h 45 à 9 h 15

- A** **Les défis de la Stratégie pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé de l'Organisation mondiale de la Santé**
Kaare R. Norum, professeur émérite, Département de nutrition, Faculté de médecine, Université d'Oslo, Norvège, ancien président du groupe de référence de l'Organisation mondiale de la Santé, Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé

9 h 15 à 9 h 45

- A** **Les leçons du passé : succès et écueils du projet de santé cardiovasculaire de la Carélie du Nord (Finlande)**
Pekka Puska, directeur général, Institut national de santé publique, Helsinki, Finlande

9 h 45 à 10 h

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

UN PLAN GOUVERNEMENTAL FRUCTUEUX : LE NIVEAU MACRO

TABLE RONDE – Pousser les gouvernements à l'action

ANIMATION : Nicole Damestoy, Directrice de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Québec, Canada

- Pouvoir mettre en application les principes et les techniques de plaidoyer efficaces.

10 h 30 à 10 h 50

- A** **L'expérience canadienne**
Andrew Pipe, directeur médical, Centre de prévention et de réadaptation, Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa, Canada

10 h 50 à 11 h 05

A L'expérience espagnole

Maria Neira, directrice, département Santé publique et environnement, Organisation mondiale de la Santé, Genève, Suisse (anciennement au gouvernement espagnol)

11 h 05 à 11 h 20

A L'expérience états-unienne

Michael Jacobson, directeur, Center for Science in the Public Interest, Washington, États-Unis

11 h 20 à 11 h 35

A ANALYSE – Faire bouger les gouvernements: le plaidoyer fait-il vraiment la différence ?

Richard Daynard, professeur de droit, Northeastern University School of Law, Boston, président, Public Health Advocacy Institute, États-Unis, et président, Law and Obesity Project

11 h 35 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

TABLE RONDE – Obtenir la volonté politique et les ressources nécessaires: le travail à l'interne

ANIMATION : Nicole Damestoy, Directrice de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Québec, Canada

- Distinguer les stratégies mises de l'avant par les professionnels oeuvrant au sein des gouvernements permettant d'obtenir un engagement tangible de leur organisation dans la prévention des problèmes reliés au poids.

14 h à 14 h 20

F L'expérience française

Michel Chauliac, chargé du Programme National Nutrition-Santé, Direction générale de la santé, ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, Paris, France

14 h 20 à 14 h 35

A L'expérience écossaise

Gillian Kynoch, coordonnatrice, Scottish Food and Health Co-ordinator, Scottish Executive Health Department, Édimbourg, Écosse

14 h 35 à 14 h 50

A L'expérience belge

Isabelle Laquière, experte en nutrition, service Alimentation, aliments et autres produits de consommation, service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement, Bruxelles, Belgique

14 h 50 à 15 h 05

F ANALYSE – Les leçons du passé: comprendre à partir de l'expérience du VIH/Sida

Paul Lapiere, directeur du groupe Affaires publiques et contrôle du cancer, Société canadienne du cancer, Toronto, Canada

15 h 05 à 15 h 30

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

TABLE RONDE – Approches, considérations éthiques et écueils

ANIMATION : Michèle S. Jean, chercheure invitée, Centre de recherche en droit public, Faculté de droit, Université de Montréal, Québec, Canada et présidente, Commission canadienne pour l'UNESCO

- Comprendre les préoccupations des décideurs et ce qu'ils prennent en compte dans le choix d'une approche.
- Juger des mécanismes permettant d'obtenir un juste équilibre entre les mesures souples et coercitives.
- Différencier les valeurs sous-jacentes aux approches collective et individuelle pouvant être une source d'opposition.
- Identifier les effets pervers potentiels des mesures de prévention de l'obésité tels que l'accroissement des inégalités en santé et la stigmatisation de sous-groupes de la population.

16 h à 16 h 15

F L'expérience française

Conférencier à confirmer

16 h 15 à 16 h 30

L'expérience d'un autre pays à déterminer

Conférencier à confirmer

16 h 30 à 16 h 45

F ANALYSE – Faire le bien et bien le faire

Hubert Doucet, professeur, programmes de Bioéthique, Université de Montréal, Québec, Canada

16 h 45 à 17 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

mardi 24 OCTOBRE 2006

UN PLAN GOUVERNEMENTAL FRUCTUEUX: LES DÉFIS LIÉS À L'IMPLANTATION

TABLE RONDE – Synergie entre les niveaux d'intervention national, régional et local

ANIMATION : Tim Hutchinson, directeur, division Prévention des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada

- Préciser les enjeux relatifs à l'implantation des programmes en fonction des niveaux d'intervention.
- Analyser la variété des mécanismes de collaboration et de coordination entre les différents niveaux d'intervention.

8 h 30 à 8 h 50

A L'expérience hollandaise

Henriette Kok, spécialiste principale en promotion de la santé, Service de santé municipal, GGD West-Brabant, Pays-Bas

8 h 50 à 9 h 05

A L'expérience écossaise

Gillian Kynoch, coordonnatrice, Scottish Food and Health, Scottish Executive Health Department, Édimbourg, Écosse

9 h 05 à 9 h 20

A L'expérience de la Nouvelle-Zélande

Megan Grant, conseillère principale (nutrition), Non Communicable Diseases Policy, Public Health Directorate, Ministry of Health, Wellington, Nouvelle-Zélande

9 h 20 à 9 h 35

(F) A **ANALYSE – Les défis de la collaboration et de la coordination des grands plans**

Brenda Cantin, chef de programme en santé des populations, Agence de santé publique du Canada, Région de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, Canada

9 h 35 à 10 h

(A) (F) **PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

TABLE RONDE – S'unir afin de promouvoir le plan et travailler en intersectorialité

ANIMATION : Tim Hutchinson, directeur, division Prévention des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada

- Démontrer comment des secteurs ayant des préoccupations différentes concernant l'obésité peuvent conjuguer leurs actions.
- Expliquer la contribution potentielle du secteur privé.

10 h 30 à 10 h 50

(A) F **La Loi sur la santé publique du Québec: un levier déterminant pour l'engagement des secteurs non traditionnellement liés à la santé**

Lyne Jobin, chef, Service des orientations en santé publique, Direction générale de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada

10 h 50 à 11 h 05

(A) (F) **Conférence à déterminer**

Conférencier à confirmer

11 h 05 à 11 h 20

(F) A **La conduite des 25 plus grandes entreprises agroalimentaires au monde: responsable ou opportuniste ?**

Goef Rayner, chercheur adjoint invité, Department of Health Management & Food Policy, Institute of Health Sciences, City University, Londres, Royaume-Uni

11 h 20 à 11 h 35

(F) A **ANALYSE – Le travail en intersectorialité: rêve et réalité**

James E. Tillotson, professeur, Food Policy and International Business, Friedman School of Nutrition Science & Policy, Tufts University, Boston, États-Unis

11 h 35 à 12 h

(A) (F) **PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

TABLE RONDE – Évaluer les grands plans, programmes, stratégies et politiques

ANIMATION : Tim Hutchinson, directeur, division Prévention des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada

- Identifier les approches à privilégier afin d'évaluer les grands plans, programmes, stratégies et politiques de prévention de l'obésité.

14 h à 14 h 20

(A) F **L'expérience française**

Michel Chauliac, chargé du Programme National Nutrition-Santé, Direction générale de la santé, ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, Paris, France

14 h 20 à 14 h 35

(A) (F) **L'expérience d'un autre pays à déterminer**

Conférencier à confirmer

14 h 35 à 14 h 50

(F) A **L'expérience états-unienne**

Robin Hamre, analyste principale en santé publique et chef d'équipe, Nutrition and Physical Activity Program to Prevent Obesity and Other Chronic Diseases, Centres for Diseases Control and Prevention, Atlanta, États-Unis

14 h 50 à 15 h 05

(F) A **ANALYSE – De la nécessité d'évaluer à la faisabilité**

Roy Cameron, directeur général, Centre de recherche sur le comportement et d'évaluation des programmes, Université de Waterloo, Canada

15 h 05 à 15 h 30

(A) (F) **PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

SÉANCE DE CLÔTURE: QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR?

ANIMATION : Tim Hutchinson, directeur, division Prévention des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada

- Résumer les principaux défis qui prévalent à travers le monde concernant la prévention des problèmes liés au poids.

16 h à 16 h 20

(F) A **Créer de nouvelles épidémies: manger sainement et bouger régulièrement**

Boyd Swinburn, professeur en santé des populations, School of Exercise and Nutrition Sciences, Deakin University, Melbourne, Australie, et Centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la Santé en prévention de l'obésité

16 h 20 à 16 h 35

(F) A **Le grand défi de l'avenir: réussir la mise en œuvre des plans sociétaux pour endiguer l'obésité**

Philip T. James, professeur, London School of Hygiene and Tropical Medicine, et président, International Obesity Task Force, Londres, Royaume-Uni

16 h 35 à 16 h 45

(A) (F) **PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

16 h 45 à 16 h 55

(F) A **La perspective canadienne dans la prévention des problèmes reliés au poids**

Sylvie Stachenko, administratrice en chef adjointe de la santé publique, Direction générale de la promotion de la santé et de la prévention des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada

16 h 55 à 17 h

(A) (F) **Mot de la fin**

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

Saurons-nous conjuguer santé et changements climatiques ?

Les changements climatiques sont maintenant une réalité avec laquelle il faut composer. Ils accentuent les problèmes de santé physique et mentale, menacent les groupes vulnérables et ont le potentiel de bouleverser l'organisation de la société. Pour faire face à cette nouvelle réalité, il sera nécessaire de concevoir et de déployer des mesures d'atténuation et des adaptations à l'échelle mondiale, nationale, régionale et locale, comme le concluait la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (mieux connue sous le nom de Protocole de Kyoto), tenue à Montréal en décembre 2005.

Il importe donc, pour les gestionnaires et les professionnels du secteur public, de s'attaquer à cette question. En particulier, le monde municipal, gouvernemental, communautaire et de la santé publique doivent faire le point sur la situation et les adaptations possibles ou souhaitables, et discuter des priorités à promouvoir pour protéger la santé publique. Au cours de ce symposium, les participants pourront mettre à jour leurs connaissances relativement aux changements climatiques et débattre des priorités d'action. On y traitera notamment de la santé physique et mentale, des groupes vulnérables, des plans d'urgence, des maladies infectieuses et vectorielles, de l'insécurité alimentaire, des ultraviolets et de la pollution atmosphérique.

Ce symposium s'adresse particulièrement aux gestionnaires et aux professionnels de la santé, du secteur municipal, de la sécurité civile, de l'agriculture, du transport et de l'eau.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Pierre Gosselin, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, Canada

MEMBRES : Daniel Bolduc, coordonnateur, unité Santé et environnement, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Roy Kwiatkowski, directeur, Division de la recherche environnementale, Inuits et Autochtones, Santé Canada ■ Augusto Luiz Galvao, directeur, Développement durable et hygiène du milieu, Organisation panaméricaine de la santé, Washington, États-Unis ■ Linda Pinsonneault, médecin-conseil, Direction de santé publique de la Montérégie, Québec, Canada ■ Ana Victoria Roman, coordonnatrice, sécurité alimentaire en situation de sinistre, Instituto de Nutrición de Centro América y Panamá (INCAP), Organización Panamericana de la Salud, Guatemala ■ Jacinthe Séguin, gestionnaire, Bureau du changement climatique et de la santé, Santé Canada ■ Claude Tremblay, président, Table nationale de concertation en santé environnementale, Direction de santé publique de la Montérégie, Québec, Canada ■ Loren Vanderlinden, superviseuse, Environmental Health Assessment & Policy, Toronto Public Health, Canada



lundi 23 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 45

Mot de bienvenue et introduction

Pierre Gosselin, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, Canada

L'adaptation aux changements climatiques

- Expliquer les liens entre l'évolution du climat et les effets sur les écosystèmes et la société.
- Formuler les multiples définitions et l'aspect multidisciplinaire de l'adaptation aux changements climatiques.

8 h 45 à 9 h 15

La science du climat nous dit qu'il faut s'adapter maintenant, tout en réduisant les gaz à effet de serre

Alain Bourque, directeur, Impacts et adaptation, Consortium Ouranos, Québec, Canada

9 h 15 à 9 h 45

Mais comment s'adapter ?

Jacinthe Séguin, gestionnaire, Bureau du changement climatique et de la santé, Santé Canada

9 h 45 à 10 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Les peuples et les groupes vulnérables

- Décrire l'état actuel des connaissances sur les effets sanitaires des changements climatiques, les stratégies d'intervention actuelles, leur efficacité et les priorités d'adaptation pour certains peuples ou groupes vulnérables.

10 h 30 à 10 h 50

Les peuples autochtones réussiront-ils à s'adapter ?

Diom Roméo Saganash, directeur des relations internationales et avec le Québec, Grand Conseil des Cris, Canada

10 h 50 à 11 h 10

La grande vulnérabilité des petits États insulaires

Patricia Aquino, directrice par intérim, Caribbean Environmental Health Institute, Sainte-Lucie

11 h 10 à 11 h 30

Quelles seront les adaptations individuelles au changement climatique au Québec ?

Diane Bélanger, chercheuse, Institut national de santé publique du Québec, Canada

11 h 30 à 12 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Eau, nutrition, sécurité alimentaire et maladies à transmission vectorielle ou zoonotique

- Décrire l'état actuel des connaissances sur les effets sanitaires des changements climatiques, les stratégies d'intervention actuelles, leur efficacité et les priorités d'adaptation pour les problématiques suivantes:
 - Nutrition et sécurité alimentaire (incluant biodiversité et disponibilité d'aliments traditionnels)
 - Approvisionnement en eau, maladies d'origine hydrique et alimentaire
 - Maladies à transmission vectorielle et zoonotique

14 h à 14 h 25

La nutrition et la sécurité alimentaire chez les peuples autochtones d'Amérique centrale

Ana Victoria Roman, coordonnatrice, sécurité alimentaire en situation de sinistre, Instituto de Nutrición de Centro América y Panamá (INCAP), Organización Panamericana de la Salud, Guatemala

14 h 25 à 14 h 50

L'eau et les maladies d'origine hydrique ou alimentaire

Dominique Charron, chef d'équipe, programme Écosystèmes et santé humaine, Centre de recherches pour le développement international, Canada

14 h 50 à 15 h 15

Le point sur les maladies à transmission vectorielle et les zoonoses

Nicholas Ogden, chercheur, Agence de santé publique du Canada et Université de Montréal, Canada

15 h 15 à 15 h 30

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Priorités d'action

- Débattre sur les modes d'intervention et les priorités à court et moyen terme, les collaborations à développer et les messages à transmettre.

16 h à 17 h

TABLE RONDE – Quelles sont les priorités à court et moyen terme, et comment les mettre en œuvre ?

Daniel Bolduc, coordonnateur, Santé et environnement, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Ana Victoria Roman, coordonnatrice, sécurité alimentaire en situation de sinistre, Instituto de Nutrición de Centro América y Panamá (INCAP), Organización Panamericana de la Salud, Guatemala

Nicholas Ogden, chercheur, Agence de santé publique du Canada et Université de Montréal, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 45 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

mardi 24 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 45

Mot de bienvenue et introduction

Pierre Gosselin, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Ultraviolets, chaleur, qualité de l'air et événements climatiques extrêmes

- Spécifier l'effet des changements climatiques sur la santé, les stratégies d'intervention actuelles, leur efficacité et les priorités d'adaptation pour les problématiques suivantes:
 - Ultraviolets
 - Chaleur, froid et qualité de l'air
 - Événements climatiques extrêmes

8 h 45 à 9 h 05

Les enseignements tirés de l'expérience australienne : la lutte aux effets néfastes des ultraviolets

J. Mark Elwood, directeur, National Cancer Control Initiative of Australia

9 h 05 à 9 h 25

Les vagues de chaleur : que faut-il faire ?

Tom Kosatsky, médecin-conseil, Direction de santé publique de Montréal, Canada

9 h 25 à 9 h 45

La qualité de l'air au Canada : effets actuels et prévisibles sur la santé

Serge Lamy, chef de section, Section des carburants et évaluation de l'exposition, Santé Canada

9 h 45 à 10 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 11 h

Le programme cCASHh et les priorités d'adaptation de santé publique pour l'OMS Europe

Bettina Menne, médecin, programme Changements mondiaux et santé, Centre européen de l'environnement et de la santé, Organisation mondiale de la santé (Europe), Rome, Italie

11 h à 11 h 15

L'adaptation des infrastructures pour parer aux événements climatiques extrêmes

Jean-Pierre Trudeau, ingénieur-conseil, Ordre des ingénieurs du Québec, Canada

11 h 15 à 11 h 30

Une approche nouvelle fondée sur la gestion du risque pour les municipalités québécoises

Paul-Yvan Deschênes, directeur, Division de la gestion des risques, Sécurité civile, ministère de la Sécurité publique du Québec, Canada

11 h 30 à 12 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Les clés pour une adaptation réussie en santé publique

- Résumer les facteurs facilitants, les barrières et les modes de collaboration qui influent sur les actions visant l'adaptation aux changements climatiques.

14 h à 14 h 20

A Les priorités d'adaptation de la santé publique pour les Amériques

Luis Augusto Galvao, directeur, Développement durable et hygiène du milieu, Organisation panaméricaine de la santé, Washington, États-Unis

14 h 20 à 14 h 40

A Les priorités d'adaptation de santé publique aux États-Unis: quelques idées...

John Balbus, directeur, Environmental Health Program, Environmental Defense Fund, Washington, États-Unis

14 h 40 à 15 h

F Quel rôle pour les municipalités? Qu'est-ce qui fera bouger les villes et villages? Qu'est-ce qui fera bouger la santé publique?

Jean-Guy Breton, maire, municipalité de Lac-Etchemin, Québec, Canada

15 h à 15 h 15

F Comment le monde de la santé s'impliquera-t-il au cours des prochaines années au Québec?

Horacio Arruda, directeur, Direction de la protection de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada

15 h 15 à 15 h 30

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Priorités d'action

- Débattre sur les modes d'intervention intersectoriels, les priorités à court et moyen terme et les collaborations à développer.

16 h à 16 h 45

TABLE RONDE – Les priorités d'action et les collaborations à développer

Luis Augusto Galvao, directeur, Développement durable et hygiène du milieu, Organisation panaméricaine de la santé, Washington, États-Unis
Horacio Arruda, directeur, Direction de la protection de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada
John Balbus, directeur, Environmental Health Program, Environmental Defense Fund, Washington, États-Unis
Jean-Guy Breton, maire, municipalité de Lac-Etchemin, Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 45 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE

16 h 45 à 17 h

Conclusion et mot de la fin

Pierre Gosselin, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, Canada

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

SYMPOSIUM

L'utilisation des analyses de laboratoire en santé publique

La détection, la confirmation et la caractérisation des agents étiologiques microbiens sont essentielles pour la reconnaissance et la description des problèmes endémiques et émergents en maladies infectieuses, pour l'orientation des mesures de contrôle et des moyens préventifs, ainsi que pour l'évaluation de leur impact. Les tests de laboratoire de première ligne et de référence sont aussi nécessaires pour le dépistage et le diagnostic des cas individuels ainsi que pour la confirmation des éclosions et des épidémies. De plus, les résultats des tests de laboratoire font partie intégrante de la plupart des définitions nosologiques utilisées dans la surveillance des maladies infectieuses. Comme on assiste depuis quelques années à une évolution importante des méthodes de laboratoire en microbiologie, particulièrement dans le domaine de la biologie moléculaire, il s'avère pertinent de rapprocher davantage la science de laboratoire avec celles de l'épidémiologie et de la santé publique, et de stimuler les échanges entre les intervenants de ces disciplines. Ce symposium offre aux intervenants de santé publique une occasion de mettre à jour leurs connaissances au sujet des analyses de laboratoire en maladies infectieuses afin de favoriser leur utilisation adéquate. On y passera en revue les types de tests couramment offerts, leurs forces et leurs limites, de même que leur évolution anticipée.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Réjean Dion, médecin-conseil en santé publique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

MEMBRES : Michel Couillard, coordonnateur scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec ■ Monique Douville-Fradet, médecin-conseil, Direction des risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec ■ Micheline Fauvel, coordonnatrice, Recherche et gestion de projets, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec ■ Colette Gaulin, médecin-conseil, Bureau de surveillance et de vigie sanitaire, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec ■ Marie-Line Gilbert, épidémiologiste de terrain, Programme canadien d'épidémiologie de terrain, Agence de santé publique du Canada ■ Monique Goyette, microbiologiste infectiologue, Association des médecins microbiologistes infectiologues du Québec ■ Professeur Patrick Grimont, directeur, unité Biodiversité des bactéries pathogènes émergentes, Institut Pasteur, France ■ Manon Lorange, coordonnatrice scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec ■ Terry Nan Tannenbaum, médecin-conseil, Unité des maladies infectieuses, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Québec



- Agence de la santé et des services sociaux de Montréal / Direction de santé publique
- Institut national de santé publique / Laboratoire de santé publique
- Ministère de la Santé et des Services sociaux

lundi 23 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 35

Mot d'ouverture

Anne-Marie Bourgault, directrice scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

Des tests bien calibrés: les analyses de microbiologie et leur contribution à la santé publique

ANIMATION : Manon Lorange, coordonnatrice scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

- Définir les principales notions de base concernant les analyses microbiologiques courantes.
- Nommer les analyses microbiologiques intéressantes pour la santé publique, offertes dans les laboratoires hospitaliers et les laboratoires de référence.

8 h 35 à 9 h 15

Les principes de base des analyses microbiologiques pour le diagnostic des infections

Louise Poirier, médecin microbiologiste infectiologue, Hôpital Maisonneuve-Rosemont, Québec

9 h 15 à 9 h 40

Les tests offerts dans les laboratoires de microbiologie médicale, de la première à la troisième ligne

François Lamothe, médecin microbiologiste infectiologue, Centre hospitalier de l'Université de Montréal, Québec

9 h 40 à 10 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Labovigilance: la surveillance effectuée par les laboratoires

ANIMATION : Réjean Dion, médecin-conseil en santé publique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

- Identifier les modalités de détection des variations d'incidence des maladies infectieuses par la surveillance effectuée en laboratoire (labovigilance) à l'échelle québécoise, canadienne et internationale.
- Discuter des éléments guidant le signalement aux autorités de santé publique, par les laboratoires de référence, des éclosions de maladies infectieuses et des menaces infectieuses.

10 h 30 à 10 h 50

Labovigilance des infections à *Neisseria gonorrhoeae* et à *Streptococcus pneumoniae*

Louise Jetté, microbiologiste, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

10 h 50 à 11 h 10

(A) F **Labovigilance des maladies entériques bactériennes – Le réseau PulseNet et le Programme national de surveillance des maladies entériques**

Johanne Ismail, microbiologiste, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

11 h 10 à 11 h 35

(F) A **Détection des éclosions à l'aide de données de laboratoire – Perspective épidémiologique**

David L. Buckeridge, professeur adjoint, Département d'épidémiologie et biostatistique, Université McGill, Québec

11 h 35 à 12 h

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Laboratoire et épidémiologie : l'investigation des éclosions

ANIMATION : Colette Gaulin, médecin-conseil, Bureau de surveillance et de vigilance sanitaire, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

- Orienter la confirmation étiologique microbienne des éclosions, dans la collectivité et en milieu de soins, à partir des informations sur les cas et le contexte.
- Juger de la complémentarité des résultats de caractérisation des agents et des données épidémiologiques.

14 h à 14 h 20

(A) F **Confirmation d'agents d'infections entériques transmises de personne à personne et d'agents d'éclosions de sources alimentaire ou hydrique**

Réjean Dion, médecin-conseil en santé publique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

14 h 20 à 14 h 50

(A) F **Confirmation de l'agent d'une éclosion d'infections respiratoires**

Anne-Marie Bourgault, directrice scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

Gaston De Serres, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

14 h 50 à 15 h 05

(A) F **Lien entre les agents isolés des cas et de la source de contamination**

Manon Lorange, coordonnatrice scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

15 h 05 à 15 h 30

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

ANIMATION : Monique Douville-Fradet, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

16 h à 16 h 45

(A) F **Le rôle du laboratoire dans la surveillance, le contrôle et la prévention des zoonoses d'origine alimentaire**

Mohamed A. Karmali, directeur général, Laboratoire de lutte contre les zoonoses d'origine alimentaire, Agence de santé publique du Canada

16 h 45 à 17 h

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

mardi 24 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 35

(A) F **Mot d'ouverture**

Réjean Dion, médecin-conseil en santé publique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

Le laboratoire mis à l'épreuve – Des analyses et des laboratoires de qualité

ANIMATION : Micheline Fauvel, coordonnatrice, Recherche et gestion de projets, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

- Juger de la valeur des épreuves de laboratoire dans des contextes de dépistage et de confirmation du diagnostic.
- Identifier les critères guidant le choix des épreuves de laboratoire utilisées dans un laboratoire de microbiologie médicale, et les moyens d'en assurer la qualité.

8 h 35 à 9 h

(A) F **Utilisation des outils de mesure de la performance des analyses de laboratoire**

Christiane Claessens, microbiologiste, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

9 h à 9 h 40

(A) F **Choix des tests utilisés dans les laboratoires hospitaliers et contrôle de leur qualité**

Louise Côté, médecin microbiologiste infectiologue, Centre hospitalier de l'Université Laval et Centre hospitalier universitaire de Québec

9 h 40 à 10 h

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

La reconnaissance de microorganismes pathogènes émergents

ANIMATION : Terry Nan Tannenbaum, médecin-conseil, Unité des maladies infectieuses, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Québec

- Définir la notion d'agent pathogène bactérien pour les humains et les animaux.
- Décrire des applications pratiques des analyses microbiologiques dans certains contextes pouvant avoir un effet sur la santé humaine.

10 h 30 à 11 h 05

F Qu'est-ce qu'une bactérie pathogène ?

Professeur Patrick Grimont, directeur, unité Biodiversité des bactéries pathogènes émergentes, Institut Pasteur, France

11 h 05 à 11 h 40

F Surveillance de l'influenza aviaire chez les oiseaux sauvages et domestiques

Nathalie Côté, médecin vétérinaire, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

11 h 40 à 12 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Le futur est à nos portes – Recherche et développement en laboratoire

ANIMATION : Michel Couillard, coordonnateur scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

- Juger de certains effets positifs et négatifs de l'introduction des méthodes de biologie moléculaire par rapport à celles dites traditionnelles.
- Déterminer les principaux défis rencontrés dans l'élaboration et l'application d'un test de laboratoire pour l'identification d'agents pathogènes connus, inconnus et nouveaux.
- Anticiper les principales perspectives de développements des techniques de laboratoire et leur impact sur la santé publique.

14 h à 14 h 20

A Nouveaux tests de laboratoire pour le diagnostic de la tuberculose

Madhukar Pai, professeur adjoint, Département d'épidémiologie et biostatistique, Université McGill, Québec

14 h 20 à 14 h 40

F Le diagnostic de laboratoire du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et de l'influenza aviaire

Hugues Charest, microbiologiste, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

14 h 40 à 15 h 05

F Tests rapides et nanotechnologies appliqués aux analyses de laboratoire

Michel G. Bergeron, médecin microbiologiste infectiologue, Centre hospitalier de l'Université Laval, Québec

15 h 05 à 15 h 30

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

ANIMATION : Anne-Marie Bourgault, directrice scientifique, Laboratoire de santé publique du Québec, Institut national de santé publique du Québec

16 h à 16 h 45

F Découverte du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), situation actuelle et perspectives

Professeur Luc Montagnier, président, Fondation mondiale Recherche et Prévention Sida, France

16 h 45 à 17 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

La recherche et la formation comme fondement des actions efficaces en santé publique

Les expériences nationales et internationales

Au cours des dernières années, beaucoup d'efforts ont été déployés dans le réseau de santé publique québécois afin d'appuyer les interventions sur des données probantes. Le programme national de santé publique 2003-2012 est l'illustration la plus concrète. Dans cette entreprise de fonder les actions de santé publique sur des connaissances solides, la recherche revêt une importance capitale puisqu'elle est la pierre d'assise du développement des connaissances scientifiques. Toutefois, plusieurs défis se posent lorsqu'on veut utiliser de façon optimale les connaissances produites. Comment intégrer la recherche dans les pratiques quotidiennes des directions régionales de santé publique et de l'Institut national de santé publique du Québec? Comment orienter les recherches afin qu'elles aient de réelles répercussions sur l'action? Comment arrimer l'agenda de recherche des universités aux priorités de santé publique et aux besoins des milieux de pratique?

Par ailleurs, un tel virage appelle des changements dans la formation universitaire de base et pose des défis importants en matière de formation continue. Les universités, l'Institut national de santé publique du Québec, les groupes de recherche, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, les Directions régionales de santé publique et les Centres de santé et de services sociaux à vocation universitaire sont autant de lieux de développement de la recherche et de soutien à l'adoption de pratiques fondées sur des données probantes, par le biais du transfert des connaissances.

D'autres provinces canadiennes, de même que des pays étrangers, sont aux prises avec les mêmes enjeux et ont trouvé des solutions novatrices dont il est possible de s'inspirer. À la lumière de ces expériences et après une analyse approfondie de la situation québécoise et canadienne, ce symposium sera l'occasion de déterminer comment on peut mieux utiliser la recherche et la formation dans un système de santé publique fondé sur des données probantes. Ce symposium est en mesure d'intéresser toutes les personnes oeuvrant dans le domaine de la santé publique qui sont préoccupées par ces questions, que ce soit sous l'angle de la recherche, du transfert des connaissances ou de la pratique.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLES : Gilles Paradis, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, et professeur titulaire, Département d'épidémiologie, biostatistique et santé au travail, Université McGill, Québec, Canada ■ Maureen Malowany, directrice associée, Programme stratégique de formation transdisciplinaire en recherche en santé publique et en santé des populations, Instituts de recherche en santé du Canada et Réseau de recherche en santé des populations du Québec, Canada

MEMBRES : Renaldo Battista, directeur, Département d'administration de la santé, Université de Montréal, Québec, Canada ■ Christine Colin, vice-doyenne, Santé publique, sciences de la santé et relations internationales, Faculté de médecine, Université de Montréal, Québec, Canada ■ Erica di Ruggiero, directrice associée, Institut de la santé publique et des populations, Instituts de recherche en santé du Canada ■ Céline Farley, coordonnatrice à la formation, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Rebecca Fuhrer, professeure titulaire et directrice, Département d'épidémiologie, biostatistique et santé au travail, Université McGill, Québec, Canada ■ Pierre Joubert, directeur, Direction planification, recherche et innovation, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Marie-Christine Lamarche, directrice par intérim, Direction de la recherche, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada ■ Marie-Claire Laurendeau, coordinatrice à la recherche et à l'innovation, Direction planification, recherche et innovation, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ David Mowat, agent de santé publique en chef du Canada, Agence de santé publique du Canada ■ Jean Rochon, expert associé, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Elinor Wilson, chef de la direction, Association canadienne de santé publique

lundi 23 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 35

Introduction

Gilles Paradis, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, et professeur titulaire, Département d'épidémiologie, biostatistique et santé au travail, Université McGill, Québec, Canada

8 h 35 à 8 h 40

Mots de bienvenue

Pierre Joubert, directeur, Direction planification, recherche et innovation, Institut national de santé publique du Québec, Canada
David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé publique, Agence de santé publique du Canada

Enjeux et état de la recherche et de la formation en santé publique

ANIMATION : Rebecca Fuhrer, professeure titulaire et directrice, Département d'épidémiologie, biostatistique et santé au travail, Université McGill, Québec, Canada

- Décrire l'état de la situation concernant la recherche et la formation dans le domaine de la santé publique, au Québec et en Amérique du Nord.
- Analyser les principaux enjeux liés à la recherche et à la formation en santé publique, au Québec et en Amérique du Nord.

8 h 40 à 9 h 20

Défis et possibilités pour la recherche et la formation en santé publique

Harvey Fineberg, président, Institute of Medicine, États-Unis

9 h 20 à 9 h 40

État de la recherche en santé publique au Québec

Christine Colin, vice-doyenne, Santé publique, sciences de la santé et relations internationales, Faculté de médecine, Université de Montréal, Québec, Canada
Marthe Hamel, coordonnatrice, Module de promotion et prévention en intervention psychosociale et santé mentale, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada
Marie-Claire Laurendeau, coordonnatrice à la recherche et à l'innovation, Institut national de santé publique du Québec, Canada



Agence de santé publique du Canada

Public Health Agency of Canada



Canadian Public Health Association

Association canadienne de santé publique



9 h 40 à 10 h

- (A) F État de la recherche en santé publique au Canada**
Erica Di Ruggiero, directrice associée, Institut de la santé publique et des populations, Instituts de recherche en santé du Canada

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 10 h 50

- (A) F État de la formation en santé publique au Québec**
Marie-France Raynault, directrice, Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal, Québec, Canada

10 h 50 à 11 h 10

- (F) A État de la formation en santé publique au Canada**
David Mowat, agent de santé publique en chef du Canada, Agence de santé publique du Canada

11 h 10 à 11 h 20

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

11 h 20 à 12 h

- (A) F TABLE RONDE – Au regard des pratiques de première ligne, quels sont les besoins de formation et de recherche ?**
ANIMATEUR : Michel Beauchemin, coordonnateur, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Québec, Canada
PARTICIPANTS :
Geneviève Petit, médecin spécialiste en santé communautaire, étudiante au doctorat en santé publique, Université de Montréal, Québec, Canada
Jean-François Labadie, adjoint au développement de la mission universitaire, Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, Québec, Canada
Rosemarie Goodyear, vice-présidente, Community Health and Regional Integrated Health Authority, Newfoundland and Labrador, Canada
UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 40 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Expériences internationales d'intégration de la recherche et de la formation : fondements théoriques et déploiement

ANIMATION : John Frank, directeur scientifique, Institut de la santé publique et des populations, Instituts de recherche en santé du Canada

- Juger des contributions des modèles et des expériences internationales de recherche et de formation en santé publique pour améliorer la planification et l'intégration du système de santé publique du Québec et du Canada.

14 h à 14 h 30

- (A) F L'expérience de la France**
Martine Bungener, directrice, Centre de recherche médecine, science, santé et société, Paris XI, France

14 h 30 à 15 h

- (F) A L'expérience de l'Australie**
Jeanette Ward, directrice, Institut de recherche sur la santé des populations, Ottawa, Canada

15 h à 15 h 30

- (F) A L'expérience des pays scandinaves**
Conférencier à confirmer

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

- (A) (F) TABLE RONDE – Quelles leçons le Québec et le Canada peuvent-ils tirer de l'expérience internationale ?**
ANIMATION : John Frank, directeur scientifique, Institut de la santé publique et des populations, Instituts de recherche en santé du Canada
PARTICIPANTS :
Martine Bungener, directrice, Centre de recherche médecine, science, santé et société, Paris XI, France
Harvey Fineberg, président, Institute of Medicine, États-Unis
Rebecca Fuhrer, professeure titulaire et directrice, Département d'épidémiologie, biostatistique et santé au travail, Université McGill, Québec, Canada
Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec, Canada
David Mowat, agent de santé publique en chef du Canada, Agence de santé publique du Canada
Louise Potvin, professeure titulaire, Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal, et titulaire, chaires de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé et des Instituts de recherche en santé du Canada
Jean Rochon, expert associé, Institut national de santé publique du Québec, Canada
Jeanette Ward, directrice, Institut de recherche sur la santé des populations, Ottawa, Canada
UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 35 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

mardi 24 OCTOBRE 2006

L'apport de la recherche et de la formation dans les programmes de santé publique

ANIMATION : Marie-Claire Laurendeau, coordonnatrice à la recherche et à l'innovation, Institut national de santé publique du Québec, Canada

- Démontrer comment la recherche et la formation peuvent être utilisées dans l'élaboration des politiques et des programmes de santé publique.
- Spécifier les compétences clés devant être ciblées par la formation afin d'améliorer la capacité d'agir de la santé publique.

8 h 30 à 9 h 10

- (F) A Passer des résultats de recherche aux politiques et aux actions de santé publique**
Leonard Syme, professeur émérite, School of Public Health, University of California, Berkeley, États-Unis

9 h 10 à 9 h 25

- (A) F Comment l'utilisation des bases de données populationnelles en recherche peut-elle influencer l'action et les politiques de santé publique ?**
Pierre Tousignant, médecin-conseil, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

9 h 25 à 9 h 40

- (F) A La recherche utilisant les données de surveillance de l'état de santé comme base de la prévention**
Conférencier à confirmer

9 h 40 à 10 h

(F) A Utiliser la recherche sur les interventions pour soutenir les programmes et les politiques de santé publique

Penelope Hawe, professeure, Markin Chair in Health and Society, University of Calgary, Alberta, Canada

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 10 h 50

(F) A Quelles compétences clés la formation doit-elle cibler pour améliorer la capacité d’agir de la santé publique?

Brent Moloughney, consultant autonome en santé publique, Toronto, Ontario, Canada

10 h 50 à 11 h 20

(A) F Partage des connaissances : bâtir les ponts entre l’université et les milieux de pratique de santé publique

Johanne Archambault, directrice administrative, Centre d’innovation, de recherche et d’enseignement, Centre de santé et de services sociaux – Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, Québec, Canada

11 h 20 à 12 h

(A)(F) TABLE RONDE – Comment optimiser l’utilité de la recherche et de la formation pour l’action de santé publique au Québec et au Canada?

ANIMATION : Paul Lamarche, directeur, Faculté de médecine et Groupe de recherche interdisciplinaire en santé, Université de Montréal, Québec, Canada
PARTICIPANTS :

Johanne Archambault, directrice administrative, Centre d’innovation, de recherche et d’enseignement, Centre de santé et de services sociaux – Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, Québec, Canada
Pierre Bergeron, directeur scientifique, direction Systèmes de soins et services, Institut national de santé publique du Québec, Canada
Penelope Hawe, professeure, Markin Chair in Health and Society, University of Calgary, Alberta, Canada
Pierre Joubert, directeur, direction Planification, recherche et innovation, Institut national de santé publique du Québec, Canada

UNE PÉRIODE D’ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 30 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

L’éthique et l’intégration de la recherche et de la formation dans les systèmes de santé publique

ANIMATION : Pierre Joubert, directeur, Direction planification, recherche et innovation, Institut national de santé publique du Québec, Canada

- Expliquer l’importance de l’intégration de la recherche, de la formation et de l’éthique dans les systèmes, les pratiques et les politiques de santé publique du Québec et du Canada.

14 h à 14 h 20

(F) A L’éthique comme assise de la formation, la recherche et l’action de santé publique

Jason Robert, professeur, Arizona State University, États-Unis

14 h 20 à 14 h 40

(A) F L’intégration de la recherche et de la formation dans le système de santé en Ontario

Louise Picard, directrice, Sudbury Public Health Research, Education and Development Program, Ontario, Canada (à confirmer)

14 h 40 à 15 h

(F) A L’intégration de la recherche et de la formation dans le système de santé en Colombie-Britannique

Perry Kendall, médecin chef, ministère de la Santé, Colombie-Britannique, Canada

15 h à 15 h 20

(A) F L’intégration de la recherche et de la formation dans le système de santé au Québec

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec, Canada

15 h 20 à 15 h 30

(A)(F) PÉRIODE D’ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

(A)(F) TABLE RONDE – Comment créer les conditions favorables à l’intégration de la recherche et de la formation dans la pratique de la santé publique

ANIMATION : Elinor Wilson, chef de la direction, Association canadienne de santé publique

PARTICIPANTS :

David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé publique, Agence de santé publique du Canada

Perry Kendall, médecin chef, ministère de la Santé, Colombie-Britannique, Canada

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Louise Picard, directrice, Sudbury Public Health Research, Education and Development Program, Ontario, Canada (à confirmer)

Leonard Syme, professeur émérite, School of Public Health, University of California, Berkeley, États-Unis

UNE PÉRIODE D’ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 40 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d’évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

Prévenir l'incapacité au travail: un symposium pour favoriser l'action concertée

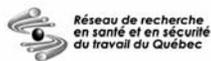
Ce symposium rassemble des cliniciens, des chercheurs, des assureurs, des décideurs gouvernementaux, ainsi que des représentants d'employeurs, de syndicats et de travailleurs accidentés, en provenance du Canada et de l'extérieur du pays. On y exposera les données probantes concernant le fardeau de la maladie associée aux troubles musculosquelettiques (TMS), les facteurs qui influencent l'incapacité au travail et les interventions de prise en charge reconnues efficaces pour prévenir l'incapacité chronique. Également, des exposés et des ateliers en petits groupes permettront de connaître l'écart entre les données probantes et la pratique courante, les méthodes de transfert de connaissances permettant de réduire cet écart, ainsi que les facteurs contextuels entravant ou facilitant l'utilisation des données probantes. Ce symposium vise à favoriser l'identification, par les participants, d'actions concertées susceptibles de prévenir l'incapacité chez les travailleurs atteints de troubles musculosquelettiques, ainsi qu'à promouvoir un consensus quant à leur implantation.

Ce symposium s'adresse aux médecins, physiothérapeutes, ergothérapeutes et autres professionnels en réadaptation et en prise en charge des incapacités, aux ergonomes, aux professionnels en santé au travail, en ressources humaines et en relations industrielles, aux représentants patronaux et syndicaux, aux représentants des travailleurs blessés, aux chercheurs et aux décideurs des ministères de santé, des commissions d'indemnisation de lésions professionnelles et des assureurs.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Susan Stock, médecin spécialiste, responsable, Groupe scientifique sur les troubles musculosquelettiques liés au travail, Institut national de santé publique du Québec

MEMBRES : Paul Asselin, médecin-conseil, Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec ■ Marjolaine Boivin, adjointe, Direction de l'indemnisation et de la réadaptation, Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec ■ Jane Gibson, directrice, Transfert et échange des connaissances, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario ■ Johanne Laguë, coordonnatrice scientifique, Institut national de santé publique du Québec ■ Katherine Lippel, professeure, Faculté de droit, Université d'Ottawa, Ontario, et titulaire, Chaire de recherche du Canada en droit de la santé et sécurité du travail ■ Patrick Loisel, orthopédiste et professeur, Département de réadaptation, Université de Sherbrooke, Québec ■ Jean-Claude Martin, directeur, service Veille et gestion de la qualité, Direction scientifique, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, Québec ■ Robert Parent, professeur, Département de management, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, Québec ■ Rhoda Reardon, spécialiste en transfert des connaissances, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario ■ Alice Turcot, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec



lundi 23 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 40

Mots de bienvenue

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec

Diane Gaudet, présidente et directrice générale, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, Québec

Susan Stock, médecin spécialiste, responsable, Groupe scientifique sur les troubles musculosquelettiques liés au travail, Institut national de santé publique du Québec

Le fardeau de la maladie lié aux troubles musculosquelettiques

ANIMATION : Susan Stock, médecin spécialiste, responsable, Groupe scientifique sur les troubles musculosquelettiques liés au travail, Institut national de santé publique du Québec

COANIMATION : Alice Turcot, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

- Décrire les données probantes relatives à la prévalence et à l'incidence des troubles musculosquelettiques, à la nature des incapacités connexes, à leur coût ainsi qu'à leurs répercussions sur les travailleurs qui en souffrent et sur leurs milieux de travail.

8 h 40 à 9 h

Observations actuelles au Canada sur l'incidence, la prévalence et les conséquences des troubles musculosquelettiques liés au travail

Cameron Mustard, président et directeur scientifique, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario

9 h à 9 h 20

Le fardeau économique de la maladie lié aux lésions musculosquelettiques au Canada

Sylvie Desjardins, économiste et gestionnaire, Unité de la recherche sur les politiques, Bureau de la pratique en santé publique, Agence de santé publique du Canada

9 h 20 à 9 h 40

Portrait des troubles musculosquelettiques liés au travail et de l'incapacité au travail chez les travailleuses et travailleurs québécois

Susan Stock, médecin spécialiste, responsable, Groupe scientifique sur les troubles musculosquelettiques liés au travail, Institut national de santé publique du Québec

9 h 40 à 10 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 10 h 50

(A) F Les programmes de réinsertion au travail après une lésion professionnelle: une étude qualitative de l'expérience de travailleuses et de travailleurs québécois

Katherine Lippel, professeure, Faculté de droit, Université d'Ottawa, Ontario, et titulaire, Chaire de recherche du Canada en droit de la santé et sécurité du travail

10 h 50 à 11 h 20

(F) A Faire preuve de jugement dans le retour au travail: l'expérience d'un petit milieu de travail relativement à la politique ontarienne d'autonomie et de retour précoce

Joan Eakin, professeure, Department of Public Health Sciences, University of Toronto, Ontario

11 h 20 à 11 h 40

(F) A L'approche « inconforts vs dommages » dans le retour au travail : une nouvelle conceptualisation sociale à l'aide du vécu du travailleur blessé

Ellen MacEachen, chercheure, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario

11 h 40 à 12 h

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Réduire le fardeau: survol des données probantes liées aux facteurs prédictifs de l'incapacité au travail et à l'efficacité des interventions

ANIMATION : Patrick Loisel, orthopédiste et professeur, Département de réadaptation, Université de Sherbrooke, Québec

COANIMATION : Katherine Lippel, professeure, Faculté de droit, Université d'Ottawa, Ontario, et titulaire, Chaire de recherche du Canada en droit de la santé et sécurité du travail

- Décrire les données probantes quant aux facteurs influant sur l'incapacité au travail.
- Décrire les données probantes quant à l'efficacité des interventions de réduction ou de prévention des incapacités au travail.
- Reconnaître l'écart qui sépare les données probantes sur l'incapacité au travail et la pratique courante.

14 h à 14 h 25

(F) A Facteurs relatifs à l'incapacité de longue durée ou au retour au travail précoce: aperçu des données probantes

William Shaw, chercheur, Center for Disability Research, Liberty Mutual Research Institute for Safety, Boston, États-Unis

14 h 25 à 14 h 50

(A) F Interventions de retour au travail fondées sur le milieu de travail: revue systématique de la littérature qualitative et quantitative

Renée-Louise Franche, chercheure, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario

14 h 50 à 15 h 15

(F) A Études coût-efficacité des interventions de retour au travail pour les travailleurs atteints de lombalgies: résultats de trois essais randomisés récents au Pays-Bas

Han (J.R.) Anema, médecin du travail et professeur, EMGO Institute for Research in Extramural Medicine, VU University Medical Center, Amsterdam, Pays-Bas

15 h 15 à 15 h 30

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

(A) F Retour au travail progressif pour des travailleurs atteints de dorso-lombalgies: leviers et obstacles

Marie-José Durand, ergothérapeute et professeure, Département de réadaptation, Université de Sherbrooke, Québec

16 h 20 à 16 h 40

(A) F Pratiques des physiothérapeutes québécois dans le traitement du mal de dos lié au travail: sont-elles fondées sur les données probantes?

Stéphane Poitras, physiothérapeute et étudiant postdoctoral, Université McGill, Québec

16 h 40 à 16 h 45

(A) F Résumé des données probantes

Patrick Loisel, orthopédiste et professeur, Département de réadaptation, Université de Sherbrooke, Québec

16 h 45 à 17 h

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

mardi 24 OCTOBRE 2006

Le transfert des connaissances

ANIMATION : Jane Gibson, directrice, Transfert et échange des connaissances, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario

COANIMATION : Robert Parent, professeur, Département de management, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, Québec

- Définir les facteurs freinant l'utilisation des données probantes dans la prise de décision politique, administrative et clinique.
- Reconnaître certains fondements théoriques du transfert des connaissances.
- Décrire les mesures facilitant le transfert des connaissances scientifiques aux décideurs et accroissant la probabilité de leur utilisation.
- Analyser les expériences des chercheurs et des décideurs ayant eu recours au transfert des connaissances dans leur milieu de pratique afin d'améliorer leurs activités.

8 h 30 à 9 h

(F) A Passer de la connaissance scientifique à la connaissance répandue: obstacles et avenues prometteuses

Jonathan Lomas, chef de la direction, Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé, Ottawa, Ontario

9 h à 9 h 10

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

9 h 15 à 10 h

(A)(F) ATELIERS

Quel est l'écart entre les données probantes et les pratiques courantes en ce qui a trait à la prise en charge des troubles musculosquelettiques, au retour au travail et aux services de réadaptation offerts aux travailleurs qui en souffrent? Quels sont les obstacles et les incitatifs à la mise en œuvre des interventions fondées sur des données probantes?

Les participants travailleront en petits groupes.

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 10 h 50

(F) A Comment les techniques de transfert des connaissances peuvent-elles combler l'écart entre les données probantes et la pratique?

Robert Parent, professeur, Département de management, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke, Québec

10 h 50 à 11 h

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

11 h à 11 h 15

(A) F Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec: la réorganisation des services aux travailleurs accidentés pour mieux prévenir la chronicité

Odetas Jaseliunas, directeur des services médicaux, Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 5 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE PRÉSENTATION.

11 h 15 à 11 h 30

(A) F Le projet CLIP: un guide de pratique interdisciplinaire pour la prise en charge des maux de dos

Stéphane Poitras, physiothérapeute et étudiant postdoctoral, Université McGill, Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 5 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE PRÉSENTATION.

11 h 30 à 11 h 45

(F) A Guide et outils pour le maintien et le retour au travail: transfert des connaissances au milieu de travail

Susan Stock, médecin spécialiste, responsable, Groupe scientifique sur les troubles musculosquelettiques liés au travail, Institut national de santé publique du Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 5 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE PRÉSENTATION.

11 h 45 à 12 h

(F) A Élaboration et diffusion d'un guide de pratiques exemplaires en physiothérapie pour la prise en charge des incapacités des travailleurs accidentés

Douglas Gross, professeur, Department of Physical Therapy, University of Alberta

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 5 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE PRÉSENTATION.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Solutions : actions concertées à privilégier

ANIMATION : Jean-Claude Martin, directeur, service Veille et gestion de la qualité, Direction scientifique, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, Québec

- Identifier les priorités et les perceptions des principaux acteurs sociaux du domaine de l'incapacité au travail.
- Prioriser les actions concertées qui sont susceptibles d'améliorer la prestation des services de réadaptation au travail fondés sur les données probantes offerts aux travailleurs souffrant de troubles musculosquelettiques.

14 h à 14 h 30

(F) A Prévention des incapacités au travail: qu'avons-nous entendu à propos des données probantes et de leurs applications?

Susan Stock, médecin spécialiste, responsable, Groupe scientifique sur les troubles musculosquelettiques liés au travail, Institut national de santé publique du Québec

14 h 30 à 15 h 30

(A)(F) TABLE RONDE – Perception des priorités et des mesures concertées à prendre

ANIMATION : Jean-Claude Martin, directeur, service Veille et gestion de la qualité, Direction scientifique, Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail, Québec

PARTICIPANTS :

Diane Bégin, chef du service des personnes handicapées, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

Un représentant du Conseil du patronat du Québec (à confirmer)

Bruno Brassard, ergothérapeute, Logikergo, Québec

Micheline Boucher, conseillère syndicale, Confédération des syndicats nationaux (CSN), Québec

Paul Castonguay, président, Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec

Manon Côté, médecin traitant

Marie Larue, directrice de l'indemnisation et de la réadaptation, Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec

Un représentant de l'Union des travailleuses et travailleurs accidentés du Québec (à confirmer)

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

(F) A Vote des participants sur les actions concertées à privilégier

ANIMATION : Jane Gibson, directrice, Transfert et échange des connaissances, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario

16 h 20 à 17 h

(A)(F) Résultats du vote: y a-t-il un consensus sur les actions concertées à entreprendre?

ANIMATION :

Susan Stock, médecin spécialiste, responsable, Groupe scientifique sur les troubles musculosquelettiques liés au travail, Institut national de santé publique du Québec

Jane Gibson, directrice, Transfert et échange des connaissances, Institut de recherche sur le travail et la santé (IWH), Ontario

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre



JOURNÉE PLÉNIÈRE

La Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé est-elle toujours utile pour la pratique de la santé publique d'aujourd'hui ?

Très connue dans le domaine de la promotion et de la prévention, méconnue dans ceux de la protection et de la surveillance, la Charte d'Ottawa, promulguée en 1986, ne fait pas l'unanimité chez les intervenants en santé publique, au Québec comme ailleurs. Pourtant, certains analystes soutiennent que cette charte a marqué l'avènement de la « troisième révolution de la santé publique », qui prend carrément le virage santé, après la première qui s'était attaquée aux maladies infectieuses et la seconde aux maladies de civilisation.

Qu'en est-il au juste ? Ce document de l'Organisation mondiale de la santé, à l'instar de nombre d'autres déclarations, n'est-il qu'un ensemble de vœux pieux inapplicables, surtout 20 ans après sa promulgation ? A-t-il, au contraire, subtilement mais de manière incontournable, fait évoluer les pratiques de santé publique, à l'insu des intervenants eux-mêmes ? Les cinq stratégies d'intervention qu'elle propose, soit l'élaboration de politiques pour la santé, la création d'environnements favorables, le renforcement de l'action communautaire, l'acquisition d'aptitudes individuelles et la réorientation des services de santé, ont-elles fait la preuve de leur efficacité ? Sont-elles utiles et applicables aujourd'hui dans tous les domaines de la santé publique ? Quelles sont les différentes visions à l'échelle canadienne et internationale ?

Tout au long de la journée on y analysera, à la lumière de la Charte d'Ottawa, les pratiques visant l'amélioration de la santé de la population québécoise en les situant dans les contextes canadien et international de « nouvelle » santé publique, de promotion de la santé et de santé des populations, en lien avec le Programme national de santé publique et avec les fonctions essentielles de santé publique de l'Organisation panaméricaine de la santé.

Cette journée est offerte gratuitement à tous ceux qui s'inscrivent à l'un ou à l'autre des symposiums des Journées annuelles de santé publique 2006. Tous les intervenants en santé publique y sont attendus, ainsi que leurs partenaires provenant de groupes d'intérêt, d'associations, d'organismes communautaires et non gouvernementaux, d'universités et d'autres milieux concernés.

mercredi 25 OCTOBRE 2006

7 h à 8 h 15

LIMITE DE PARTICIPANTS : 300 PERSONNES

Petit-déjeuner avec les auteurs d'ouvrages récents en santé publique

La journée portant sur la Charte d'Ottawa débute avec un petit-déjeuner convivial où les participants sont invités à venir échanger avec les auteurs de livres récents en santé publique. Un auteur sera présent à chaque table. La discussion sera facilitée par la présence d'un modérateur et la langue d'échange dépendra des habiletés linguistiques de l'auteur présent. Un petit-déjeuner continental sera servi gratuitement. Le nombre de participants étant limité à 300, l'inscription est obligatoire.

Les ouvrages représentés seront :

Pratiques en santé communautaire, sous la direction de Gisèle Caroll, Chenelière Éducation, 2005

Health and Inequality: Geographical Perspectives, sous la direction de Sarah Curtis, Sage, 2004

Health Program Planning: An Educational and Ecological Approach (4^e éd.), sous la direction de Laurence W. Green et Marshall W. Kreuter, McGraw-Hill Higher Education, 2005

Le portrait de santé du Québec et de ses régions, Institut national de santé publique du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, Institut de la statistique du Québec, 2006

Promotion de la santé au Canada et au Québec, Perspectives Critiques, Les presses de l'Université Laval, sous la direction de Michel O'Neill, Sophie Dupéré, Ann Pederson et Irving Rootman, 2006

Health and Modernity: The role of theory in health promotion, sous la direction de David McQueen, Ilona Kickbusch, Louise Potvin, Laura Balbo, Thomas Abel et Jurgen Pelikan, Springer, 2006

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Michel O'Neill, professeur titulaire, Université Laval, Québec, Canada
CORESPONSABLE : Sophie Dupéré, candidate au doctorat, Université Laval, Québec, Canada
MEMBRES : Myrtha Cionti Bas, agente de recherche sociosanitaire, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Sandro Di Cori, responsable de la promotion de la santé, Fondation Lucie et Andrée Chagnon, Québec, Canada ■ Ginette Lafontaine, adjointe à la planification, l'évaluation et la recherche, Direction de la santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, Québec, Canada ■ Réal Morin, directeur scientifique, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Evelyne Pednault, étudiante en droit, Université Laval, ancienne permanente, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Canada ■ Louise Potvin, professeure titulaire, chaire Approches communautaires et inégalités de santé, Université de Montréal, Québec, Canada ■ Claude Rocan, directeur, Centre de promotion de la santé, Agence de santé publique du Canada ■ Louise St-Pierre, responsable par intérim, Centre sur les politiques publiques, Institut national de santé publique du Québec, Canada ■ Monik St-Pierre, agente de planification, de programmation et de recherche sociosanitaire, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Québec, Canada ■ Rachel Stringer-Engler, chercheure postdoctorale, Université de Montréal, Québec, Canada



Agence de santé publique du Canada

Public Health Agency of Canada



CHARTRE D'OTTAWA ET SANTÉ PUBLIQUE :

OÙ EN SOMMES-NOUS APRÈS 20 ANS ?

ANIMATION : Robert Perreault, professeur de psychiatrie, Université McGill, et médecin-conseil, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

- Distinguer les concepts de « nouvelle santé publique », de promotion de la santé et de santé des populations.
- Établir des liens concrets entre la Charte d'Ottawa, les fonctions essentielles de santé publique de l'Organisation panaméricaine de la santé et le Programme national de santé publique 2003-2012 du Québec.
- Juger de l'importance de grands courants mondiaux qui ont façonné la santé publique actuelle, notamment l'évolution du mouvement de promotion de la santé depuis la Charte d'Ottawa jusqu'à nos jours.

8 h 30 à 8 h 35

Mot de bienvenue

Réal Morin, directeur scientifique, Institut national de santé publique du Québec, Canada

8 h 35 à 9 h

La Charte d'Ottawa a-t-elle vraiment déclenché la troisième révolution de la santé publique ?

Michel O'Neill, professeur titulaire, Université Laval, Québec, Canada

9 h à 10 h

TABLE RONDE – L'état du domaine de la santé publique sur les scènes internationale, canadienne et québécoise

ANIMATION : Michel O'Neill, professeur titulaire, Université Laval, Québec, Canada

PARTICIPANTS :

Jean Rochon, expert associé, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Sylvie Statchenko, administratrice adjointe de la santé publique, Agence de santé publique du Canada

S. Leonard Syme, professeur, University of California, Berkeley, États-Unis

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

SÉANCES PARALLÈLES

LES STRATÉGIES D'INTERVENTION SUGGÉRÉES PAR LA CHARTRE D'OTTAWA : ÉTAT DE LA SITUATION SUR LES PRATIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE 20 ANS PLUS TARD

- Établir, après 20 ans, les principaux acquis et défis pour chacune des cinq stratégies d'intervention proposées par la Charte d'Ottawa.
- Déterminer les facteurs qui facilitent ou limitent la mise en œuvre de ces stratégies.
- Dégager les principaux enjeux concernant les pratiques de santé publique au Québec et ailleurs.

SÉANCE 1 – Élaboration de politiques publiques favorables à la santé

ANIMATION : Ann Pederson, directrice, politiques et recherche, Centre d'excellence de la Colombie-Britannique pour la santé des femmes, Vancouver, Canada

10 h 30 à 11 h

L'utilisation des politiques publiques pour promouvoir la santé : qu'avons-nous appris depuis 20 ans ?

Sarah Curtis, professeure, University of Durham, Royaume-Uni

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h à 11 h 30

La convention cadre de l'Organisation mondiale de la santé sur le tabac : analyse de l'émergence et de la mise en œuvre d'une politique internationale de protection de la santé publique

Neil Collishaw, directeur de recherches, Médecins pour un Canada sans fumée, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h 30 à 12 h

Une analyse régionale de l'élaboration locale de politiques publiques favorables à la santé : le cas de Villes et Villages en santé, en Abitibi-Témiscamingue

Carmen V. Boucher, répondante régionale pour le développement des villes, villages, territoires et communautés « en santé », Direction de la santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

SÉANCE 2 – Création d'environnements favorables à la santé

ANIMATION : Louise Potvin, professeure titulaire, chaire Approches communautaires et inégalités de santé, Université de Montréal, Québec, Canada

10 h 30 à 11 h

L'approche par milieu (settings approach) proposée par l'Organisation mondiale de la santé depuis 20 ans a-t-elle permis de créer des environnements plus favorables à la santé ?

Blake Poland, professeur, Université de Toronto, Ontario, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h à 11 h 30

Changements climatiques et santé, une menace planétaire

Bettina Menne, médecin, programme Changements mondiaux et santé, Centre européen de l'environnement et de la santé, Organisation mondiale de la santé, Rome, Italie

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h 30 à 12 h

Protéger la santé de la population en travaillant sur l'environnement bâti : les leçons apprises

Jean Tremblay, agent de recherche et de planification, Institut national de santé publique du Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

SÉANCE 3 – Renforcement de l'action communautaire

ANIMATION : Michel Beauchemin, coordonnateur, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Québec, Canada

10 h 30 à 11 h

Action communautaire en santé publique : que nous a appris la littérature internationale depuis 20 ans ?

Marcia Hills, professeure, Université de Victoria, Colombie-Britannique, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h à 11 h 30

(F) A Lutte contre le sida au Canada : réflexions, victoires et défis

Glen Brown, conseiller et militant pour la cause du sida, Toronto, Ontario, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h 30 à 12 h

(A) F La mobilisation communautaire et citoyenne pour la lutte à la pauvreté au Québec: « Faisons-le et ça se fera ! » « Restons là, car ça se défera ! »

Vivian Labrie, citoyenne, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

SÉANCE 4 – Acquisition d'aptitudes individuelles

ANIMATION : Louise Hamelin-Brabant, professeure, Université Laval, Québec, Canada

10 h 30 à 11 h

(A) F Que savons-nous sur l'efficacité des interventions visant l'acquisition d'aptitudes individuelles favorables à la santé ?

Gaston Godin, professeur, Université Laval, Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h à 11 h 30

(A) F Quelques enseignements de 20 ans d'actions sur les habitudes de vie de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé

Pierre Arwidson, directeur des affaires scientifiques, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, France

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h 30 à 12 h

(A) F La mise en œuvre d'interventions de changement d'habitudes de vie: les leçons à tirer du programme ACTI-MENU

Louis Gagnon, médecin, président, ACTI-MENU, Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

SÉANCE 5 – Réorientation des services de santé

ANIMATION : Robert Perreault, professeur de psychiatrie, Université McGill, et médecin-conseil, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

10 h 30 à 11 h

(A) F La transformation des pratiques cliniques préventives: un bilan

Marie-Dominique Beaulieu, professeure, Université de Montréal, Québec, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h à 11 h 30

(F) A Réorientation des services de santé aux États-Unis au cours des 20 dernières années: peut-on vraiment intégrer la promotion de la santé à la santé publique et aux soins ?

Lawrence W. Green, professeur associé d'épidémiologie et de biostatistique, School of Medicine, coresponsable, Social and Behavioral Sciences, Comprehensive Cancer Center, University of California at San Francisco, États-Unis

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h 30 à 12 h

(F) A Transformation des services de santé publique en Colombie-Britannique: enseignements tirés et défis relevés
Perry Kendall, médecin chef, Ministry of Health, Colombie-Britannique, Canada

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

12 h à 14 h

Dîner – visite des communications affichées et des exposants

13 h à 14 h

Séance de signatures avec des auteurs d'ouvrages récents en santé publique

13 h à 13 h 15

Remise du prix Jean-Pierre-Bélanger de l'Association pour la santé publique du Québec

14 h à 15 h 30

ATELIERS SIMULTANÉS

CHARTRE D'OTTAWA ET ENJEUX ACTUELS EN SANTÉ PUBLIQUE

F ATELIER 1 – L'organisation de partenariats inter-réseaux pour la recherche participative: l'exemple de la chaire Approches communautaires et inégalités de santé

ORGANISATEUR : Chaire Approches communautaires et inégalités de santé, Université de Montréal, Québec, Canada

RESPONSABLE : Rachel Engler-Stringer, chercheure postdoctorale, Université de Montréal, Québec, Canada

PARTICIPANTS :

Jocelyne Bernier, coordonnatrice, chaire Approches communautaires et inégalités de santé, Université de Montréal, Québec, Canada

Un intervenant ou une intervenante du milieu communautaire

Un intervenant ou une intervenante de la santé publique

Un chercheur ou une chercheuse de la chaire Approches communautaires et inégalités de santé, Université de Montréal, Québec, Canada

- Apprécier certaines nouvelles méthodes de travail pour la mise en œuvre de partenariats entre divers secteurs de la société afin de faire la recherche participative sur les inégalités de santé.

F ATELIER 2 – Les enjeux pour l'intégration de la promotion de la santé dans la réorganisation régionale de la santé publique en France

ORGANISATEUR : Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, France

RESPONSABLES :

Annick Fayard, directrice, Direction du développement de l'éducation pour la santé et de l'éducation thérapeutique, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, France

Annie-Claude Marchand, chef de département, Direction du développement de l'éducation pour la santé et de l'éducation thérapeutique, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, France

- Débattre des enjeux et des modes d'intégration possibles de la promotion de santé dans l'organisation des services régionaux.

F ATELIER 3 – Les associations de santé publique : des acteurs-clés pour influencer les politiques publiques

ORGANISATEUR : Association pour la santé publique du Québec, Canada

RESPONSABLE : Pierre Morasse, coordonnateur de l'atelier, Association pour la santé publique du Québec, Canada

PARTICIPANTS :

Louise St-Pierre, déléguée, Association pour la santé publique du Québec, Canada
Un représentant de l'Association pour la santé publique de Colombie-Britannique à confirmer

- Apprécier les possibilités et les conditions critiques des interventions des associations de santé publique pour influencer les politiques publiques à partir de deux études de cas, un québécois et un de l'extérieur.

F ATELIER 4 – Réflexions critiques sur la Charte de Bangkok, au regard des pratiques en promotion de la santé

ORGANISATEUR : Réseau francophone international en promotion de la santé

RESPONSABLES :

Etienne van Steenberghe, étudiant chercheur, Université du Québec à Montréal, Canada et Université catholique de Louvain, Belgique

Denis St-Amand, conseiller, Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux, Canada

PARTICIPANTS :

Martine Bantuelle, présidente, Conseil supérieur de promotion de la santé, Communauté française de Belgique, et présidente, Réseau francophone international en promotion de la santé

Danielle Boucher, professeure en sciences infirmières, Université du Québec à Rimouski, et étudiante au doctorat en santé communautaire, Université Laval, Québec, Canada

Sylvie Boulet, consultante en promotion de la santé, Réseau canadien de la santé, Canada

David Houéto, médecin chercheur, Université catholique de Louvain, Belgique et responsable de la section sub-saharienne du Réseau francophone international en promotion de la santé, Bénin

- Prendre connaissance de la Charte de Bangkok pour la promotion de la santé et poser un regard critique sur certains enjeux qu'elle soulève au regard des pratiques.

F ATELIER 5 – Utilisation d'une méthode de consultation citoyenne et démocratique dans le cadre d'un processus d'aide à la décision en santé publique : la méthode de conférence de consensus informé

ORGANISATEUR : Réseau francophone international en promotion de la santé

RESPONSABLES :

Pierre De Coninck, professeur agrégé, Faculté de l'aménagement, École de design industriel, Université de Montréal, Québec, Canada

Michel Séguin, coordonnateur, Projet C-vert, Fondation Stephen F. Bronfman, Canada

- Comprendre et pouvoir appliquer un processus de consultation par consensus informé dans le cadre d'une démarche d'aide à la décision sur un sujet touchant la santé publique.

ATELIER 6 – Présentation d'un outil d'évaluation de l'efficacité de projets communautaires en santé publique

ORGANISATEURS :

Consortium canadien de promotion de la santé

Agence de santé publique du Canada

RESPONSABLES :

Sylvie Desjardins, gestionnaire, Unité de la recherche sur les politiques, Bureau de la pratique en santé publique, Agence de santé publique du Canada

Marcia Hills, professeure, Faculté des sciences infirmières, Université de Victoria, Colombie-Britannique, Canada

- Se familiariser avec l'utilisation d'une grille d'évaluation pour mesurer l'efficacité d'un projet communautaire.

A ATELIER 7 – Efficacité des interventions et valeurs de la Charte d'Ottawa : que nous apprend le programme mondial sur l'efficacité de la promotion de la santé ?

ORGANISATEUR : Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé

RESPONSABLES :

David V. McQueen, directeur adjoint de la promotion de la santé à l'échelle mondiale, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion, Centers for Disease Control and Prevention, Atlanta, États-Unis et responsable mondial du Programme mondial sur l'efficacité de la promotion de la santé, Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé

Catherine Jones, directrice de programmes, coordonnatrice du Programme mondial sur l'efficacité de la promotion de la santé, Union internationale de promotion de la santé et d'éducation pour la santé

- Débattre de l'influence des notions d'« évidence », d'« efficacité » et d'« impact » en regard des valeurs phares identifiées par la Charte d'Ottawa pour la pratique de promotion de la santé.

A ATELIER 8 – Consultation de la Commission mondiale sur les déterminants sociaux de la santé de l'OMS : les pistes d'actions proposées à la santé publique

ORGANISATEUR : Agence de santé publique du Canada

RESPONSABLES :

Heather Fraser, gestionnaire, Division du développement et des partenariats, Direction des politiques stratégiques, Agence de santé publique du Canada

Mana Herel, analyste des politiques, Division du développement et des partenariats, Direction des politiques stratégiques, Agence de santé publique du Canada

- Échanger avec les responsables canadiens de la Commission mondiale sur les déterminants sociaux de la santé à propos de pistes de réflexions pour améliorer l'action en santé publique et diminuer les disparités de santé.

F ATELIER 9 – L'état de santé des Québécois en 2006 : dévoilement des données du Portrait de santé et lancement de l'Infocentre de santé publique

ORGANISATEURS :

Institut national de santé publique du Québec, Canada

Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada

Institut de la statistique du Québec, Canada

RESPONSABLES :

Robert Choinière, coordonnateur scientifique, Institut national de santé publique du Québec, Canada

André Simpson, directeur adjoint, Infocentre de santé publique, Institut national de santé publique du Québec, Canada

PARTICIPANTS :

Marc Ferland, agent de recherche, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Québec, Canada

Jérôme Martinez, agent de recherche, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Michel Pageau, agent de recherche, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Québec, Canada

Yves Sauvageau, agent de recherche, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, Québec, Canada

- Délimiter l'ampleur des principales problématiques qui touchent actuellement l'état de santé des Québécois et identifier les outils de l'Infocentre qui permettent d'obtenir des données précises de manière à améliorer la pratique.

F ATELIER 10 – Vaccination pour tous : les enjeux de la promotion et de la protection pour atteindre de meilleures couvertures vaccinales

LIMITE DE PARTICIPANTS : 50 PERSONNES

ORGANISATEUR : Comité d'immunisation du Québec

RESPONSABLE : Maryse Guay, professeure agrégée, Université de Sherbrooke, et médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, Canada

PARTICIPANTES :

Lise Léger, infirmière-chef, département Petite enfance, Centre de santé et de services sociaux Vaudreuil-Soulanges, Québec, Canada

Chantal Sauvageau, médecin-conseil, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Québec, Canada

Gisèle Trudeau, médecin-conseil, Direction de la protection de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada

- Identifier comment les stratégies de la Charte d'Ottawa peuvent être mises à profit pour assurer de meilleures couvertures vaccinales au Québec.

F ATELIER 11 – Kino-Québec : le modèle québécois d'intervention en promotion de l'activité physique

ORGANISATEUR : Kino-Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Canada

RESPONSABLE : Diane Le May, coordonnatrice nationale Kino-Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Canada

PARTICIPANTE : Diane Boudreault, conseillère en activité physique, Kino-Québec, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Canada

- Comprendre le modèle d'intervention du programme Kino-Québec, programme national québécois de promotion de l'activité physique depuis 1978.

(A)(F) ATELIER 12 – « Il n'y a rien de plus pratique qu'une bonne théorie »

RESPONSABLES :

Laura Balbo, professeure de sociologie, Université de Ferrara, Italie

Louise Potvin, professeure titulaire, chaire Approches communautaires et inégalités de santé, Université de Montréal, Québec, Canada

Thomas Abel, professeur de recherche en santé, Institut de médecine sociale et préventive, Université de Berne, Suisse

- À partir d'exemples précis, établir l'importance et la pertinence des théories sociales pour la compréhension des phénomènes de santé de la population et pour la planification et l'évaluation de l'action en santé publique.

F ATELIER 13 – Pourquoi les programmes de santé de type « Place based » améliorent concrètement la santé des individus : l'exemple des programmes de santé globale en milieu de travail

ORGANISATEUR : Groupe de promotion pour la prévention en santé, Québec, Canada

RESPONSABLE : Jean-François Lamarche, directeur général, Groupe de promotion pour la prévention en santé, Québec, Canada

PARTICIPANT : Mario Messier, spécialiste en médecine du travail et conseiller stratégique, Groupe de promotion pour la prévention en santé, Québec, Canada

- Comprendre l'utilité d'une nouvelle norme « Entreprise en santé » pour l'implantation de programmes de santé globale dans divers milieux de travail.

(F) A ATELIER 14 – Le modèle écologique : PRECEDE-PROCEED

RESPONSABLE : Lawrence W. Green, professeur associé d'épidémiologie et de biostatistique, School of Medicine, coresponsable, Social and Behavioral Sciences, Comprehensive Cancer Center, University of California at San Francisco, États-Unis

- Comprendre et utiliser un modèle écologique reconnu pour la planification d'interventions en promotion de la santé et en prévention des maladies.

F ATELIER 15 – Des approches participatives inspirantes pour la pratique en santé publique : le Projet AVEC et le programme des services intégrés en périnatalité

LIMITE DE PARTICIPANTS : 50 PERSONNES

RESPONSABLES :

Élisabeth Germain, chargée de projet et de coordination, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Canada

Isabelle Laurin, agente de recherche sociosanitaire, équipe Recherche, secteur Tout-petits, familles et communauté, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

Francine Ouellet, agente de recherche sociosanitaire, équipe Services intégrés en contexte de vulnérabilité, secteur Tout-petits, familles et communauté, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada

PARTICIPANTE : Micheline Bélisle, membre du comité AVEC, Collectif pour un Québec sans pauvreté, Canada

- Apprécier l'utilité de l'approche de conscientisation par l'éducation populaire pour les pratiques en santé publique.

F ATELIER 16 – Créer des environnements favorables aux pratiques liées à la santé – l'exemple de l'allaitement

ORGANISATEUR : Comité régional en allaitement, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Québec, Canada

RESPONSABLE : Julie Lauzière, représentante de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec au Comité québécois en allaitement, et candidate à la maîtrise en nutrition, Université Laval, Québec, Canada

PARTICIPANTES :

Micheline Beaudry, professeure de nutrition publique, Département des sciences des aliments et de nutrition, Université Laval, Québec, Canada

Sylvie Chiasson, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique de la Capitale-Nationale

Manon Méthot, coordonnatrice, Allaitement Québec, Canada

Manon Niquette, professeure agrégée et coordonnatrice des études de doctorat, Département d'information et de communication, Université Laval, Québec, Canada

Nancy Pilote, coordonnatrice, Comité de concertation des groupes d'entraide en allaitement de la région de la Capitale-Nationale

Monik St-Pierre, agente de planification, de programmation et de recherche sociosanitaire, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Québec, Canada

Mylène Turcotte, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Québec, Canada

- Prendre connaissance de stratégies utilisées au Québec pour créer, au-delà des campagnes traditionnelles de persuasion individuelle, des environnements favorables aux femmes en période périnatale.

F ATELIER 17 – Santé mentale et promotion de la santé : d'hier à aujourd'hui

ORGANISATEURS :

Direction de santé publique de la Montérégie, Québec, Canada

Institut national de santé publique du Québec, Québec, Canada

RESPONSABLES :

Marie Julien, responsable de l'équipe de santé mentale, Direction de santé publique de la Montérégie, Québec, Canada

Michel Vézina, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Avec la participation de membres du comité scientifique en santé mentale de l'Institut national de santé publique du Québec.

- Intégrer la promotion de la santé mentale aux préoccupations et aux pratiques de santé publique.

F ATELIER 18 – Les projets cliniques et les plans locaux des Centres de santé et de services sociaux comme contexte d'engagement d'une communauté dans la promotion de la santé : le cas de Rouyn-Noranda

LIMITE DE PARTICIPANTS : 50 PERSONNES

RESPONSABLE : Jean-Pierre Hétu, organisateur communautaire, Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda, Québec, Canada

PARTICIPANTES :

Johanne Alarie, intervenante, centre de femmes Entre Femmes, Rouyn-Noranda, Québec, Canada

Denise Lavallée, coordonnatrice, Ville et Villages en santé, Rouyn-Noranda, Québec, Canada

- Mettre en valeur les conditions du développement de l'engagement d'une communauté s'inspirant de la promotion de la santé dans le nouveau contexte organisationnel des services locaux et régionaux de santé et de services sociaux au Québec.

F ATELIER 19 – La Charte d'Ottawa dans la communauté crie du Nord du Québec : l'exemple d'un programme de prévention du diabète

LIMITE DE PARTICIPANTS : 50 PERSONNES

RESPONSABLE : Véronique Laberge Gaudin, nutritionniste et diététiste, Direction de la santé publique de la région des Terres cries de la Baie James, Québec, Canada

PARTICIPANTS :

Anne Andermann, médecin, Direction de la santé publique de la région des Terres cries de la Baie James, Québec, Canada

Solomon Awashish, agent de santé publique, Direction de la santé publique de la région des Terres cries de la Baie James, Québec, Canada

Michelle Gray, directrice de Uschiniichissuu, Direction de la santé publique de la région des Terres cries de la Baie James, Québec, Canada

Monique Laliberté, éducatrice agréée en diabète, Direction de la santé publique de la région des Terres cries de la Baie James, Québec, Canada

Paul Linton, directeur de Chishaayiyuu, Direction de la santé publique de la région des Terres cries de la Baie James, Québec, Canada

- Apprécier les défis et les possibilités que fournit la Charte d'Ottawa pour la prévention du diabète et la promotion de la santé au sein de la communauté crie du Nord du Québec.

F ATELIER 20 – Médias et santé : les normes sociales comme élément structurant de santé

ORGANISATEUR : Groupe de recherche média et santé, Université du Québec à Montréal, Canada

RESPONSABLE : Lise Renaud, professeure, Département de communication sociale et publique, et directrice, Groupe de recherche médias et santé, Université du Québec à Montréal, Canada

- Comprendre les rôles joués par les médias dans le façonnement des normes sociales et des environnements susceptibles de promouvoir la santé.

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

15 h 40 à 16 h

Remise des prix aux meilleures communications affichées

16 h à 17 h 30



SESSION INTERACTIVE – « DROIT DE PAROLE »

LA CHARTE D'OTTAWA POUR LA PROMOTION DE LA SANTÉ EST-ELLE TOUJOURS UTILE POUR LA PRATIQUE DE LA SANTÉ PUBLIQUE D'AUJOURD'HUI ?

ANIMATION : Robert Perreault, professeur de psychiatrie, Université McGill, et médecin-conseil, Direction de santé publique de Montréal, Québec, Canada
AVEC LA PARTICIPATION NOTAMMENT DE :

Laura Balbo, professeure de sociologie, Université de Ferrara, Italie

Lorraine Guay, militante communautaire, mouvement D'abord Solidaires, et Collectif féminisme et démocratie, Québec, Canada

Philippe Lamoureux, directeur général, Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, France

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Alain Poirier, directeur national de la santé publique et sous-ministre adjoint, Direction générale de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Canada

Irving Rootman, professeur, Centre for Community Health Promotion Research, University of Victoria, Colombie-Britannique, Canada

Claude Sanesac, Directeur général par intérim, Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda, Québec, Canada

Jocelyne Sauvé, directrice de santé publique, Agence de santé et de services sociaux de la Montérégie, Québec, Canada

- Analyser les perspectives dégagées des séances parallèles et des ateliers.
- Envisager de nouvelles avenues pour la pratique quotidienne.
- Établir les conclusions de la journée pour les acheminer à la 19^e Conférence mondiale de promotion de la santé (Vancouver, juin 2007).

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 90 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE ACTIVITÉ.

17 h 30

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

18 h 30 à 24 h

Soirée festive

des 10^{es} Journées annuelles de santé publique

Aux dix ans, en dix ans...

Pour souligner le dixième anniversaire des JASP, mais bien davantage pour célébrer les 10 ans d'un partenariat exceptionnel autour de la formation et du transfert des connaissances en santé publique, vous êtes conviés à une soirée festive unique. Artisans et amis des JASP depuis 1997, vous ne voudrez pas manquer ce rendez-vous. En effet, musique, repas et conversations animées seront ponctués d'un tour d'horizon bien particulier de la santé publique québécoise, canadienne et internationale, grâce à une animation où technologie, ambiance, humour et clins d'œil se conjugueront pour le plaisir de tous.

Bonne humeur, tenue de soirée et souliers de danse seront de rigueur, une fois en dix ans n'est pas coutume.

DES FRAIS SONT REQUIS POUR PARTICIPER À CETTE ACTIVITÉ.

CONSULTEZ LES TARIFS D'INSCRIPTION :

<http://www.inspq.qc.ca/jasp/inscription>



SYMPOSIUM

Promouvoir la sécurité, prévenir la violence : quand les réseaux font équipe !

ATTENTION

Un rabais spécial est accordé aux personnes qui s'inscrivent à ce symposium **jusqu'au 15 septembre**, grâce au soutien financier du ministère de la Sécurité publique du Québec et du Centre national de prévention du crime. Consultez le site Web pour plus de détails : www.inspq.qc.ca/jasp/inscription

La violence en milieu scolaire, les problèmes découlant de la consommation excessive de drogues et d'alcool, ainsi que les gangs de rue, sont autant de phénomènes qui interpellent nos collectivités, suscitent de l'insécurité dans la population et appellent des interventions, tant sur le plan préventif que curatif et répressif. Une des approches préconisées au Québec pour faire face à ces phénomènes est celle « par milieu de vie », qui permet d'intégrer des objectifs de sécurité dans la planification des interventions et qui appelle la collectivité à l'action. Cette approche repose sur la contribution et l'expertise des intervenants des réseaux de la santé, de la sécurité publique, de l'éducation, mais également des milieux municipaux et communautaires. L'approche se veut globale, intégrée et, surtout, en lien direct avec les besoins de la collectivité, de manière à maximiser l'effet des interventions sur le terrain.

Les actions de promotion de la sécurité et de prévention de la violence nécessitent un rapprochement des réseaux et, par conséquent, un décloisonnement des secteurs, un élargissement des méthodes d'intervention et le déploiement de pratiques intersectorielles. Ce symposium sera l'occasion pour tous les intervenants préoccupés par ces phénomènes de partager des connaissances, des expériences, des approches, des visions, des concepts, et aussi de créer des liens de collaborations.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLES : Pierre Maurice, coordonnateur scientifique, unité Sécurité et prévention des traumatismes, Institut national de santé publique du Québec ■ Linda Veillette, chef d'équipe, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, ministère de la Sécurité publique du Québec

CORESPONSABLE : Jasline Flores, agente de recherche, Institut national de santé publique du Québec

MEMBRES : Louise Marie Bouchard, agente de recherche, Institut national de santé publique du Québec ■ Robert Lavertue, agent de recherche, ministère de la Sécurité publique du Québec ■ Lucie Lemieux, directrice, Direction de la santé publique de l'Outaouais, Québec ■ Maryse Plamondon, agente de programmes, Centre national de prévention du crime, Sécurité publique et Protection civile Canada ■ Daniel Sansfaçon, directeur général adjoint, Centre international pour la prévention de la criminalité

jeudi 26 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 45

 **F** **Mot d'ouverture**

Pierre Maurice, coordonnateur scientifique, unité Sécurité et prévention des traumatismes, Institut national de santé publique du Québec

La santé publique, la sécurité publique et le monde municipal, perspectives internationales

- Identifier, à l'échelle nationale et internationale, la contribution des politiques publiques au déploiement des interventions en promotion de la sécurité et en prévention de la violence.

8 h 45 à 9 h 05

 **F** **Prévenir la violence : travailler à l'échelle nationale à partir des constats mondiaux**

Étienne Krug, directeur du programme de prévention de la violence et des traumatismes, Organisation mondiale de la santé

9 h 05 à 9 h 25

 **F** **Évolution des politiques de prévention de la délinquance en Europe**

Dominique Duprez, directeur, Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques, Université de Lille 1, France

9 h 25 à 9 h 45

 **A** **Revitalisation des quartiers au Royaume-Uni : réussites et difficultés**

Jon Bright, responsable de programme, Neighbourhood Renewal Unit, Office of the Deputy Prime Minister, Royaume-Uni

9 h 45 à 10 h

 **PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

L'approche par milieu de vie pour promouvoir la sécurité et prévenir la violence

- Distinguer les principes de l'approche par milieu de vie en promotion de la sécurité et en prévention de la violence.
- Discuter de l'implication de l'approche par milieu de vie dans les pratiques des professionnels œuvrant dans la prévention de la violence et la promotion de la sécurité.

10 h 30 à 11 h

 **F** **L'approche par milieu de vie, particularités et avantages**

Pierre Maurice, coordonnateur scientifique, unité Sécurité et prévention des traumatismes, Institut national de santé publique du Québec
Linda Veillette, chef d'équipe, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, ministère de la Sécurité publique du Québec

Promouvoir la sécurité, prévenir la violence : quand les réseaux font équipe!

10^{es} journées annuelles de santé publique

INSCRIPTION : www.inspq.qc.ca/jasp/inscription

11 h à 11 h 30

- (A) F** **La promotion de la sécurité et la prévention de la criminalité sur le terrain : de la théorie à la pratique**
Ronald Provost, préfet, municipalité régionale de comté des Laurentides, Québec

11 h 30 à 12 h

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Outils pour promouvoir la sécurité et prévenir la violence dans les milieux de vie

- Décrire certains outils conceptuels et méthodologiques qui soutiennent les actions en promotion de la sécurité et en prévention de la violence.

14 h à 14 h 20

- (A) F** **Trousse pour la réalisation d'un diagnostic de sécurité**
Louise Marie Bouchard, agente de recherche, Institut national de santé publique du Québec

14 h 20 à 14 h 40

- (A) F** **Diagnostic des nuisances publiques, un outil pour les acteurs locaux**
Daniel Sansfaçon, directeur général adjoint, Centre international pour la prévention de la criminalité

14 h 40 à 15 h

- (F) A** **Les déterminants de la sécurité communautaire selon le cadre de référence Community Accounts**
Doug May, professeur d'économie, Memorial University of Newfoundland, Terre-Neuve

15 h à 15 h 30

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

- (A)(F)** **TABLE RONDE – La parole aux intervenants**
ANIMATION : Françoise Guénette, journaliste et animatrice

- Reconnaître la contribution attendue des secteurs communautaires, de la santé, de la sécurité publique, de l'éducation et du monde municipal dans l'élaboration de stratégies locales en promotion de la sécurité et en prévention de la violence.

Cinq intervenants préalablement choisis parmi les participants inscrits à la journée présenteront leur point de vue à propos des présentations et échangeront avec l'auditoire.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 30 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

vendredi 27 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 35

- (A) F** **Mot d'ouverture**
Linda Veillette, chef d'équipe, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, ministère de la Sécurité du Québec

8 h 35 à 8 h 50

- (A) F** **Enjeux en matière de prévention de la délinquance et de sécurité publique**
Benôit Dupont, titulaire, Chaire de recherche du Canada en sécurité, identité et technologies
- Cerner les enjeux liés à l'application sur le terrain, par le réseau de la sécurité publique, de stratégies et d'approches en promotion de la sécurité et en prévention de la violence.

Trois problématiques au croisement des réseaux

- Décrire quelques approches utilisées ainsi que les stratégies déployées sur le terrain en matière de violence scolaire, de délinquance liée aux drogues et de problèmes de gangs de rue.

8 h 50 à 9 h 10

- (F) A** **Solution globale aux problèmes des gangs de rue : où en sommes-nous ?**
Irving Spergel, professeur émérite, School of Social Service Administration, University of Chicago, États-Unis

9 h 10 à 9 h 30

- (A) F** **Prévenir les violences en milieu scolaire : où en sommes-nous ?**
Égide Royer, professeur, Département d'études sur l'enseignement et l'apprentissage, Université Laval, Québec

9 h 30 à 9 h 50

- (F) A** **Prévention des méfaits liés aux drogues : où en sommes-nous ?**
Perry Kendall, médecin chef, ministère de la Santé, Colombie-Britannique

9 h 50 à 10 h

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

ATELIERS SIMULTANÉS

ATELIER 1 – Les jeunes et les gangs de rue, de l'approche préventive au processus de « désaffiliation »

- Expliquer la complexité du phénomène des gangs de rue, tant dans sa définition que dans l'identification des causes et des solutions.
- Juger de l'effet de quelques pratiques de travail de proximité auprès des jeunes gravitant autour des gangs de rue (les « wannabe »).
- Reconnaître la contribution d'un véritable réseau sociocommunautaire dans le processus de « désaffiliation » d'un jeune à un gang de rue.
- Décrire de nouveaux modèles d'intervention globale et multisectorielle auprès des jeunes dans les milieux où sévissent les gangs de rue.

10 h 30 à 11 h 30

- F** **Pratiques d'intervention auprès des jeunes et des gangs, d'hier à aujourd'hui**
Sylvie Hamel, professeure, Département de psychoéducation, Université du Québec à Trois-Rivières
François Bérard, directeur général, Maisons de transition de Montréal, Québec

11 h 30 à 12 h

F PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 15 h 10

F **TABLE RONDE – Pratiques d'intervention auprès des jeunes et des gangs, d'aujourd'hui à demain**

Chantale Fredette, conseillère clinique à la pratique de pointe « GANG », Centre d'expertise sur la délinquance des jeunes, Centre Jeunesse – Institut universitaire de Montréal, Québec
Clément Laporte, responsable, Centre d'expertise sur la délinquance des jeunes, Centre Jeunesse – Institut universitaire de Montréal, Québec
Marie-Mousse Laroche, criminologue, coordonnatrice du projet « Tu veux sortir de ta gang », Fondation québécoise des jeunes contrevenants
Robert Paris, coordonnateur, projet Ado-Communautaire en travail de rue (Pact)
Caroline Savard, directrice générale, Société de criminologie du Québec
Karine Tétrault, agente de recherche, Société de criminologie du Québec

15 h 10 à 15 h 30

F PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

ATELIER 2 – La prévention des violences en milieu scolaire

- Identifier les facteurs de succès des interventions en prévention de la violence en milieu scolaire.
- Démontrer de quelle façon l'utilisation de l'approche « École en santé » peut soutenir l'intervention en prévention de la violence en milieu scolaire.
- Situer le rôle de la présence policière dans le cadre d'une approche multisectorielle d'intervention dans les écoles.

10 h 30 à 11 h 10

F **La contribution de l'approche École en santé à la prévention des violences en milieu scolaire**

Pierre Larose, responsable du dossier École en Santé, Coordination des services complémentaires, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec
Louise Therrien, responsable du dossier École en santé, Direction de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

11 h 10 à 11 h 40

F **Expériences sur le terrain de prévention des violences en milieu scolaire en lien avec l'approche École en santé**
Conférencier à confirmer

11 h 40 à 12 h

F PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 14 h 15

F **Présence policière à l'école, enjeux et débats**

Daniel Sansfaçon, directeur général adjoint, Centre international pour la prévention de la criminalité

14 h 15 à 15 h

F **ÉCHANGE EN SOUS-GROUPES – La présence policière dans les écoles, les enjeux et les besoins**

ANIMATION : Daniel Sansfaçon, directeur général adjoint, Centre international pour la prévention de la criminalité
Linda Veillette, chef d'équipe, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, ministère de la Sécurité publique du Québec

15 h à 15 h 30

F **Conclusion sur les enjeux et les besoins définis**

Daniel Sansfaçon, directeur général adjoint, Centre international pour la prévention de la criminalité
Linda Veillette, chef d'équipe, Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, ministère de la Sécurité publique du Québec

ATELIER 3 – Drogues et alcool: prévenir les conduites à risque, améliorer la sécurité publique

- Juger de l'effet des actions de réduction des méfaits en toxicomanie sur la sécurité publique.
- Comparer les diverses approches de réduction des risques.
- Établir le portrait des interventions de réduction des risques au Québec.

10 h 30 à 10 h 50

(A) F **La relation entre drogues et criminalité: état des connaissances**

Serge Brochu, professeur, École de criminologie, Université de Montréal, Québec

10 h 50 à 11 h 10

(A) F **Tribunaux de traitement de la toxicomanie au Canada: leçons tirées des expériences de Toronto et de Vancouver**

Antoine Bourdages, chef intérimaire de l'évaluation, Centre national de prévention du crime, Ottawa, Canada

11 h 10 à 11 h 20

(A) F **Synthèse**

Dominique Duprez, directeur, Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques, Université de Lille 1, France

11 h 20 à 12 h

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 14 h 20

(A) A **Mise en œuvre des programmes de réduction des méfaits: réussites et difficultés à Vancouver**

Perry Kendall, médecin chef, ministère de la Santé, Colombie-Britannique

14 h 20 à 14 h 40

(A) F **L'état des programmes de réduction des risques au Québec**

Carole Morissette, médecin-conseil, Vigie et protection, Direction de prévention et de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

14 h 40 à 14 h 50

(A) F **Synthèse**

Dominique Duprez, directeur, Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques, Université de Lille 1, France

14 h 50 à 15 h 30

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

ATELIER 4 – Le rôle des municipalités en prévention de la criminalité: trousse « La clé pour des municipalités plus sûres »

LIMITE DE PARTICIPANTS: 25 PERSONNES

FORMATEUR : Claude Vézina, Fondation Docteur Philippe-Pinel, Québec

- Identifier les enjeux prioritaires en matière de sécurité, à l'échelle locale.
- Préciser le rôle des élus et des services municipaux dans le cadre d'une action visant à réduire et à prévenir la délinquance, la violence et l'insécurité.
- Énoncer les partenariats à établir entre les municipalités et les autres acteurs institutionnels et communautaires.
- Justifier les éléments d'une politique municipale de sécurité et de prévention.

10 h 30 à 10 h 45

F Présentation de la trousse « La clé pour des municipalités plus sûres »

10 h 45 à 11 h 15

F Tour de table sur les enjeux prioritaires en matière de sécurité, à l'échelle locale

11 h 15 à 12 h

F Échange sur le rôle des élus et des services municipaux en prévention

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 14 h 45

F Présentation et discussion sur les partenariats à établir entre les municipalités et les autres intervenants institutionnels et communautaires

14 h 45 à 15 h 25

F Présentation et échange sur les éléments d'une politique municipale de sécurité et de prévention

15 h 25 à 15 h 30

F Synthèse des travaux de la journée

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

 F TABLE RONDE – Sécurité publique et santé publique: à discours commun, actions éclatées?

ANIMATION : François Bugingo, journaliste, Télé-Québec

PARTICIPANTS :

Yvan Delorme, directeur, Service de police de la Ville de Montréal, Québec

Ousmane Koly, sociologue, ex-travailleur de rue à Montréal, Québec

France Labelle, directrice, Le Refuge, Québec

Lucie Lafleur, directrice générale, Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais, Québec

Lucie Lemieux, directrice, Direction de la Santé publique de l'Outaouais, Québec

- Reconnaître les facteurs institutionnels et individuels pouvant faciliter ou entraver les interventions locales pour la prévention de la criminalité et la sécurité urbaine.
- Expliquer les éléments pouvant favoriser une meilleure coordination entre les partenaires et entre les interventions réalisées parallèlement.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 20 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

Comprendre la petite enfance, agir pour l'avenir: l'apport des enquêtes longitudinales

Les problèmes de développement et d'adaptation sociale des enfants sont désormais reconnus comme étant des domaines d'intervention prioritaires, en santé publique comme dans les milieux d'éducation. Ils interpellent également les politiques publiques, en raison des coûts sociaux qui y sont associés. Malgré l'importance qu'ils revêtent, l'ampleur de ces problèmes tout comme leur dynamique demeurent mal connues. Ce symposium vise à remédier à cette situation en apportant un nouvel éclairage sur les cheminements qui influent sur le développement et l'adaptation sociale des enfants avant leur entrée à l'école. À l'aide des résultats d'enquêtes longitudinales d'ici et d'ailleurs, en particulier ceux de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ 1998-2011) réalisée par l'Institut de la Statistique du Québec, on décrira l'évolution de certains problèmes de développement et d'adaptation sociale durant la petite enfance, les facteurs associés, les conséquences et les facteurs de protection. Au terme du symposium, on dégagera des pistes prometteuses pour l'intervention et les politiques publiques susceptibles de favoriser une entrée à l'école réussie pour tous les enfants. Les participants auront également l'occasion d'identifier les données à recueillir et les recherches à poursuivre afin de mieux saisir les principaux précurseurs du développement optimal de l'enfant et de son adaptation sociale et scolaire.

Ce symposium vise les gestionnaires, les professionnels, les intervenants, les étudiants et les chercheurs préoccupés par ces questions, tout comme le personnel des agences statistiques et des organismes de recherche impliqués dans la conception ou la réalisation d'enquêtes longitudinales débutant dès la petite enfance.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Hélène Desrosiers, chargée de projet, Institut de la statistique du Québec
CORESponsables : Ghyslaine Neill, coordonnatrice, Institut de la statistique du Québec ■ Johanne Laverdure, coordonnatrice scientifique, Institut national de santé publique du Québec
MEMBRES : Michel Boivin, professeur titulaire, École de psychologie, Université Laval, Québec ■ Sarah Fortin, directrice de recherche, Institut de recherche en politiques publiques, Canada ■ Marthe Hamel, coordonnatrice, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec ■ Mireille Jetté, responsable de l'évaluation, Fondation Lucie et André Chagnon, Québec ■ Annick Lenoir, chercheuse, Centre de santé et des services sociaux Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, Québec ■ Ginette Paquet, chercheuse, Institut national de santé publique du Québec ■ Anne Paradis, spécialiste en sciences de l'éducation, Direction de l'adaptation scolaire, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec ■ Pierre Turcotte, directeur adjoint par intérim, Direction générale de la recherche et de la connaissance, Ressources humaines et Développement social Canada ■ Marianne Webber, directrice générale, Direction des enquêtes des ménages et du travail, Statistique Canada



Statistique
Canada

Statistics
Canada



• Institut national de santé publique
 • Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
 • Ministère de la Santé et des Services sociaux

jeudi 26 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 45

Mot de bienvenue et ouverture de la journée

Yvon Fortin, directeur général, Institut de la statistique du Québec
 Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec

Les enjeux sociaux liés au développement, à l'adaptation sociale et à la réussite éducative des enfants: l'apport des enquêtes longitudinales

ANIMATION DE L'AVANT-MIDI : Hélène Desrosiers, chargée de projet, Institut de la statistique du Québec

- Identifier les enjeux sociaux associés à la réussite éducative.
- Juger de l'utilité des données longitudinales pour mieux comprendre les facteurs associés au développement et au bien-être des individus tout au long de leur vie.

8 h 45 à 9 h 30

La résilience dans une perspective longitudinale: contraintes sociales au développement optimal des enfants

Arnold J. Sameroff, professeur de psychologie et directeur, Center for Development and Mental Health, University of Michigan, États-Unis

9 h 30 à 9 h 50

Avons-nous encore besoin d'enquêtes longitudinales débutant dès la petite enfance ?

Richard E. Tremblay, directeur, Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants et Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale chez l'enfant, Université de Montréal, Québec

9 h 50 à 10 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 11 h 15

L'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ 1998-2011): bilan des résultats portant sur la petite enfance et perspectives d'avenir

Bertrand Perron, coordonnateur, Institut de la statistique du Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h 15 à 12 h

(F) A La maturité scolaire des enfants canadiens: influence du quartier et de la collectivité

Dafna Kohen, analyste principale en recherche, Groupe d'analyse et de mesure de la santé, Statistique Canada et professeure adjointe, département d'épidémiologie et médecine sociale, Université d'Ottawa, Ontario

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Compétences sociales, apprentissage et réussite éducative: pas tous égaux sur la ligne de départ

ANIMATION DE L'APRÈS-MIDI: Ghyslaine Neill, coordonnatrice, Institut de la statistique du Québec

- Définir l'environnement familial et économique dans lequel les jeunes enfants grandissent et se développent.
- Cerner la diversité des cheminements d'adaptation sociale durant la période préscolaire et les facteurs qui y sont associés.

14 h à 14 h 40

(A) F Toujours, régulièrement, parfois ou jamais avec maman et papa: les parcours familiaux des jeunes enfants

Heather Juby, chercheuse, Centre interuniversitaire d'études démographiques, Université de Montréal, Québec

14 h 40 à 15 h 10

(F) A Divorce des parents et trajectoires de santé mentale des enfants: résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes

Lisa Strohschein, professeure adjointe, département de sociologie, Université de l'Alberta

15 h 10 à 15 h 30

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

(A) F Trajectoires de développement de l'hyperactivité au préscolaire et adaptation des enfants au moment de l'entrée à l'école

René Carbonneau, professeur agrégé, Département de pédiatrie, Université de Montréal, Québec

16 h 20 à 16 h 40

(A) F Est-ce que les problèmes de comportement ont augmenté chez les enfants de la maternelle au cours des 20 dernières années, et devrait-on s'inquiéter?

Frank Vitaro, professeur titulaire, École de psychoéducation, Université de Montréal, Québec

16 h 40 à 17 h

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

vendredi 27 OCTOBRE 2006

Compétences sociales, apprentissage et réussite éducative: pas tous égaux sur la ligne de départ (suite)

ANIMATION DE L'AVANT-MIDI: Johanne Laverdure, coordonnatrice scientifique, Développement et adaptation des personnes, Institut national de santé publique du Québec

- Identifier les principaux facteurs associés à l'adaptation au moment de l'entrée à l'école.

8 h 30 à 9 h 10

(A) F La préparation à l'école et l'adaptation scolaire

Michel Boivin, professeur titulaire, École de psychologie, Université Laval, Québec, et titulaire, Chaire de recherche du Canada sur le développement social de l'enfant

9 h 10 à 9 h 40

(A) F Les prédicteurs de la performance en lecture au début du primaire

GINETTE DIONNE, professeure adjointe, École de psychologie, Université Laval, Québec

9 h 40 à 10 h

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 10 h 50

(A) F La fréquentation de milieux de garde et le développement des enfants: résultats d'enquêtes longitudinales canadiennes

Sylvana Côté, professeure adjointe, École de psychoéducation, Université de Montréal, Québec

10 h 50 à 11 h 10

(A) F Avant les premières années scolaires, peut-on déjouer l'adversité liée au fait de vivre au bas de l'échelle?

GINETTE PAQUET, chercheuse, Institut national de santé publique du Québec

11 h 10 à 11 h 25

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

11 h 25 à 12 h

(A) F Les profils de maturité scolaire des enfants à la maternelle, dans les quartiers défavorisés de Montréal

Pierre Lapointe, professeur adjoint, Département d'administration et fondements de l'éducation, Université de Montréal, et chercheur associé, projet Comprendre la petite enfance, Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 15 h 30

A **F** **TABLE RONDE – La petite enfance à l'agenda? Mieux arrimer
recherche, interventions et politiques publiques**

ANIMATION : Claire Gascon-Girard, directrice,
Centre de psychoéducation du Québec

PARTICIPANTS :

Pierre Turcotte, directeur adjoint par intérim, Direction générale de
la recherche et de la connaissance, Ressources humaines et
Développement social Canada

Richard E. Tremblay, directeur, Centre d'excellence pour le développement
des jeunes enfants et Groupe de recherche sur l'inadaptation psychosociale
chez l'enfant, Université de Montréal, Québec

Jean-Pierre Voyer, directeur exécutif, Société de recherche
sociale appliquée, Canada

Jocelyne Sauvé, directrice, Direction de la santé publique
de la Montérégie, Québec

Chantale Richer, coordonnatrice, Programme de soutien à l'école montréalaise,
Direction régionale de Montréal, ministère de l'Éducation, du Loisir
et du Sport du Québec

- Commenter l'utilité des enquêtes longitudinales débutant pendant
la petite enfance pour la planification et l'évaluation d'interventions,
de programmes ou de politiques publiques.
- Identifier les conditions permettant l'utilisation de la recherche dans
la prise de décision et l'implantation de meilleures pratiques.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 20 MINUTES
EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

A **F** **TABLE RONDE – L'avenir des recherches sur le développement
humain: quelles données recueillir, comment et pourquoi?**

ANIMATION : Carol Crill Russell, vice-présidente de la recherche et
des programmes, Investir dans l'enfance, Toronto

PARTICIPANTS :

Arnold J. Sameroff, professeur de psychologie et directeur, Center for
Development and Mental Health, University of Michigan, États-Unis

Michael Kramer, professeur titulaire, Université McGill, Québec, et directeur
scientifique, Institut du développement et de la santé des enfants et
des adolescents, Instituts de recherche en santé du Canada

Rob Santos, conseiller principal en matière de politiques,
comité ministériel pour Enfants en santé, gouvernement du Manitoba

- Faire le point sur l'état d'avancement des connaissances sur
les précurseurs du développement optimal de l'enfant et de
son adaptation sociale et scolaire.
- Identifier les besoins en données et les recherches à poursuivre afin
de soutenir la mise en place d'interventions, de programmes et
de politiques publiques.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 15 MINUTES
EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

SYMPOSIUM

La santé publique et le dépistage du cancer : espoirs et réalités

La recommandation, l'implantation et le suivi de tout programme de dépistage du cancer relèvent d'une analyse rigoureuse des données scientifiques. Toutefois, l'efficacité des décisions reste tributaire de nombreux paramètres et d'hypothèses faites au cours de cette analyse initiale. Néanmoins, les connaissances et les situations qui prévalaient au moment de cette analyse évoluent continuellement. Pour les professionnels de santé publique et les organisations de lutte contre le cancer impliqués dans l'organisation, l'implantation ou la gestion du dépistage, il importe donc de faire périodiquement un examen critique de la situation du dépistage des cancers du sein, du col utérin, du colon/rectum, de la prostate et du poumon, à la lumière des nouvelles connaissances. C'est dans cette perspective que ce symposium examinera les questions majeures qui se posent actuellement aux acteurs et aux décideurs :

- L'intégration de mesures de prévention primaire telles que la promotion de saines habitudes de vie ou la vaccination contre le virus du papillome humain ;
- Les procédures et l'algorithme clinique du dépistage, comme l'examen clinique, l'autoexamen ainsi que l'assurance-qualité dans le cas du cancer du sein ;
- Le rôle de nouveaux outils d'évaluation du risque comme le test du virus du papillome humain ou la sigmoïdoscopie ;
- L'acceptabilité et les risques associés aux procédures, comme dans le cas de la coloscopie ;
- Le dépistage opportuniste en l'absence de consensus, comme le dépistage du cancer de la prostate par antigène prostatique spécifique (APS) ;
- Le problème persistant de la participation insuffisante dans des programmes comme celui du cancer du sein et du cancer du col utérin.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

PRÉSIDENT : Anthony Miller, M.D., FRCP, professeur émérite, Université de Toronto, Canada

COPRÉSIDENT : Bernard Candau, Ph. D., chercheur scientifique principal, Institut national de santé publique du Québec, Canada

MEMBRES : Jacques Brisson, M.D., Ph. D., professeur, Université Laval, et épidémiologiste, Institut national de santé publique du Québec, Canada ▪ Heather Bryant, M.D., Ph. D., directrice, Population Health and Information, Alberta Cancer Board, Canada ▪ Wilber Deck, M.D., M. Sc., médecin-conseil, Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Québec, Canada ▪ Eduardo Franco, M.D., Ph. D., directeur, division de l'épidémiologie du cancer, Université McGill, Canada ▪ Diane Major, Ph. D., chercheuse scientifique principale, Institut national de santé publique du Québec, Canada

Institut national
de santé publique
Québec



jeudi 26 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 9 h

A Les principes généraux du dépistage du cancer dans un contexte de santé publique

Anthony Miller, M.D., FRCP, professeur émérite,
Department of Public Health Sciences, University of Toronto, Canada

- Résumer l'état de la situation concernant le dépistage comme stratégie de lutte contre le cancer.

Les enjeux actuels du dépistage du cancer du sein

ANIMATION : Jacques Brisson, M.D., Ph. D., professeur, Université Laval, et épidémiologiste, Institut national de santé publique du Québec, Canada

- Examiner les bénéfices et les inconvénients de l'évolution des pratiques concernant le dépistage du cancer du sein.
- Juger de la pertinence d'intégrer de nouvelles pratiques ou de modifier les pratiques actuelles dans les diverses composantes d'un programme de dépistage du cancer du sein.

9 h à 9 h 15

F Le dépistage du cancer du sein : une histoire toujours en développement

Jacques Brisson, M.D., Ph. D., professeur, Université Laval, et épidémiologiste,
Institut national de santé publique du Québec, Canada

9 h 15 à 10 h

A Le dépistage du cancer du sein au Royaume-Uni : les enjeux actuels

Julietta Patnick, M.D., Ph. D., directrice, National Cancer Screening Programmes, National Health Service, Royaume-Uni

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 11 h 15

A Les défis du dépistage du cancer du sein au Canada

Verna Mai, M.D., Ph. D., directrice, Screening Programs,
Cancer Care Ontario, Canada

11 h 15 à 12 h

(A)(F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visites de communications affichées et des exposants

Comment aborder l'évaluation du dépistage des cancers de la prostate et du poumon?

ANIMATION : Anthony Miller, M.D., FRCP, professeur émérite, Department of Public Health Sciences, University of Toronto, Canada

- Analyser les différents éléments à prendre en compte dans l'évaluation du dépistage des cancers de la prostate et du poumon.
- Soutenir la prise de décision au sujet de l'approche à adopter dans le dépistage des cancers de la prostate et du poumon.

14 h à 14 h 10

A Questions méthodologiques liées à l'évaluation du dépistage du cancer de la prostate et du poumon

Anthony Miller, M.D., FRCP, professeur émérite, Department of Public Health Sciences, University of Toronto, Canada

14 h 10 à 14 h 50

A L'impact du dépistage du cancer de la prostate par mesure de l'antigène prostatique spécifique (APS) sur les tendances d'incidence et de mortalité aux États-Unis

Ruth Etzioni, Ph. D., membre titulaire, Public Health Science Division, Fred Hutchinson Cancer Research Center, États-Unis

14 h 50 à 15 h 30

F L'impact du dépistage du cancer de la prostate sur les tendances canadiennes

François Meyer, M.D., Ph. D., professeur, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, Canada

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 15

A L'état de la recherche sur le dépistage du cancer du poumon

Anthony Miller, M.D., FRCP, professeur émérite, Department of Public Health Sciences, University of Toronto, Canada

16 h 15 à 17 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

vendredi 27 OCTOBRE 2006

Le dépistage du cancer colorectal: un point de vue international

ANIMATION : Heather Bryant, M.D. Ph. D., directrice, Population Health and Information, Alberta Cancer Board, Canada

- Présenter et interpréter les données probantes devant supporter les prises de décision concernant l'implantation de programmes de dépistage du cancer colorectal.

8 h 30 à 8 h 40

A Le dépistage du cancer colorectal: son état d'avancement au Canada

Heather Bryant, M.D., Ph. D., directrice, Population Health and Information, Alberta Cancer Board, Canada

8 h 40 à 9 h 20

A État des données probantes concernant le dépistage du cancer colorectal

Jack Mandel, M.D., Ph. D., professeur titulaire et président, Department of Epidemiology, School of Public Health, Emory University, États-Unis

9 h 20 à 10 h

A Les programmes de dépistage du cancer colorectal: un point de vue international

Mark Elwood, M.D., Ph. D., directeur, National Cancer Control Initiative, Australia

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Dépistage du cancer du col utérin: une approche en pleine mutation

ANIMATION : Eduardo Franco, M.D., Ph. D., directeur, Division de l'épidémiologie du cancer, Université McGill, Canada

- Comparer l'ensemble des mesures et des stratégies mises de l'avant à l'échelle nationale et internationale dans la prévention du cancer du col utérin.
- Amorcer une réflexion sur les actions à prioriser en matière de prévention du cancer du col.

14 h à 14 h 10

A Le monde en mouvement de la prévention du cancer du col

Eduardo Franco, M.D., Ph. D., directeur, Division de l'épidémiologie du cancer, Université McGill, Canada

14 h 10 à 14 h 50

A Les tests du virus du papillome humain dans le dépistage du cancer du col

Jack Cuzick, M.D., Ph. D., professeur titulaire d'épidémiologie, Epidemiology Group, Mathematics, Statistics & Epidemiology Laboratory, Cancer Research, Royaume-Uni

14 h 50 à 15 h 30

A L'essai randomisé de la Colombie-Britannique sur le dépistage du cancer du col

Andy Coldman, M.D., Ph. D., directeur principal, Population & Preventive Oncology, British Columbia Cancer Agency, Canada

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 16 h 20

A L'impact attendu de la vaccination contre le virus du papillome humain sur les pratiques de dépistage du cancer du col utérin

Eduardo Franco, M.D., Ph. D., directeur, Division de l'épidémiologie du cancer, Université McGill, Canada

16 h 20 à 17 h

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

Nouvelles technologies de l'information en santé publique : implications sur le terrain

Inforoute, télésanté, campus virtuel, système intégré, géomatique, dossier de patient électronique, dépôt de données, communauté virtuelle, croisement de fichiers... Les nouvelles technologies de l'information et des communications ont connu un développement phénoménal et nous interpellent de plus en plus au quotidien dans la pratique de la santé publique. Alors qu'elles facilitent l'accès en temps réel de l'information toujours plus précise, elles soulèvent aussi des questionnements et bousculent nos habitudes. Le symposium permettra aux participants de comprendre les enjeux et les effets des nouvelles technologies de l'information et des communications, et de voir leur utilité dans la pratique de la santé publique. On fera d'abord le point sur le développement des technologies et leur potentiel, en illustrant par des exemples concrets les nouvelles façons de faire qu'elles provoquent. Une attention particulière sera portée à leur effet sur la formation et sur les défis posés par leur évaluation.

Ce symposium s'adresse non seulement aux médecins spécialistes en santé communautaire et aux résidents, mais à tous les intervenants en santé publique au Canada, aux gestionnaires, de même qu'aux responsables des ressources informationnelles.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : Monique Douville-Fradet, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Institut national de santé publique du Québec

CORESPONSABLE : Susan Stock, médecin spécialiste, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada, et Institut national de santé publique du Québec

MEMBRES : Brenda Bacic, agente de projets, Programmes nationaux, Association canadienne de santé publique ■ Hélène Bélanger-Bonneau, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec ■ David Buckeridge, médecin spécialiste, Université McGill et Institut national de santé publique du Québec ■ Jean François Collin, maître de conférences des universités, santé publique, Société française de santé publique et École de santé publique, Faculté de médecine, Université Henri Poincaré, Nancy, France ■ Jean-Paul Fortin, médecin spécialiste, Université Laval, Institut national de santé publique du Québec, Agence de la santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, et Centre francophone d'informatisation des organisations ■ David Mowat, agent de santé publique en chef du Canada, Direction générale de la pratique en santé publique et des opérations régionales, Agence de santé publique du Canada ■ Geneviève Perreault, résidente en santé communautaire, Université de Montréal, représentante des résidents, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec ■ Gilles Pineau, médecin, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec ■ Nancy Porteous, conseillère principale, Agence de santé publique du Canada ■ Gregory Taylor, président, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada, et directeur général, Centre de prévention et de contrôle des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada ■ Ingrid Tyler, résidente en santé communautaire, Université de Toronto, représentante des résidents en santé communautaire, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada

jeudi 26 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 40

 **Mots de bienvenue**

Marc Rhains, président, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec

Gregory Taylor, président, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada, et directeur général, Centre de prévention et de contrôle des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada

Les technologies de l'information, un univers aux multiples possibilités

ANIMATION :

Monique Douville-Fradet, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Institut national de santé publique du Québec

Susan Stock, médecin spécialiste, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada, et Institut national de santé publique du Québec

- Déterminer l'univers des nouvelles technologies de l'information et des communications.
- Juger du potentiel des nouvelles technologies de l'information et des communications en santé publique.

8 h 40 à 9 h 05

 **Les nouvelles technologies de l'information : de quoi parle-t-on ?**

Janise Richards, directrice, Public Health Informatics Fellowship Program, Epidemiology Program Office, Centers for Diseases Control and Prevention, États-Unis

9 h 05 à 9 h 30

 **Les technologies de l'information en santé, la clé pour des soins de santé sécuritaires, efficaces, efficients et attentionnés**

Jonathan B. Perlin, sous-secrétaire à la santé, Veterans Health Administration, Department of Veterans Affairs, États-Unis

9 h 30 à 10 h

 **PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants



ASSOCIATION DES
MÉDECINS SPÉCIALISTES EN SANTÉ COMMUNAUTAIRE
DU QUÉBEC

MSSC



Agence de santé
publique du Canada

Public Health
Agency of Canada



Canadian Public
Health Association

Association canadienne
de santé publique

Agence d'évaluation
des technologies
et des modes
d'intervention en santé
Québec



National Specialty Society
for Community Medicine

NSSCM
SNSMC

Société nationale de spécialistes
pour la médecine communautaire

Application des technologies de l'information à la protection de la santé publique

ANIMATION :

Nancy Porteous, conseillère principale, Agence de santé publique du Canada
Monique Douville-Fradet, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Institut national de santé publique du Québec

- Situer les enjeux liés au développement des nouvelles technologies de l'information et des communications tant à l'échelle nationale que provinciale.
- Illustrer par des exemples concrets en protection, les étapes et les limites liées à l'implantation et à l'utilisation de ces nouvelles technologies.

10 h 30 à 10 h 45

Les technologies de l'information et des communications au service de la santé publique

David Mowat, agent de santé publique en chef du Canada, Direction générale de la pratique en santé publique et des opérations régionales, Agence de santé publique du Canada

10 h 45 à 11 h

Les technologies de l'information: des instruments pour le diagnostic, la prise de décision et l'action dans le domaine de la protection

Horacio Arruda, directeur de la protection de la santé publique, Direction générale de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, Québec

11 h à 11 h 15

De rien du tout à la mise en œuvre d'un système d'information intégré en santé publique et du Programme pancanadien de surveillance de la santé

Robert Pless, directeur adjoint, Division des systèmes d'information, de données et de connaissances, Bureau de la pratique de santé publique, Agence de santé publique du Canada

11 h 15 à 11 h 35

Quand la réalité frappe: gestion de crise, le SRAS en Ontario

George Pasut, directeur général de projet, Transformation du système de santé publique, ministère de la Santé et des Soins de longue durée, Ontario

11 h 35 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Application des technologies de l'information à la surveillance, la prévention et l'organisation des services

ANIMATION :

Gregory Taylor, président, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada, et directeur général, Centre de prévention et de contrôle des maladies chroniques, Agence de santé publique du Canada
Nancy Porteous, conseillère principale, Agence de santé publique du Canada

- Voir le potentiel, les possibilités et les avantages d'utiliser les nouvelles technologies de l'information et des communications en surveillance, en organisation de services et en prévention.

14 h à 14 h 20

Utilisation de données cliniques et administratives pour la surveillance en santé publique

David Buckeridge, médecin spécialiste, Université McGill et Institut national de santé publique du Québec

14 h 20 à 14 h 35

Systèmes d'information géographique dans la pratique de santé publique

David A. Lewis, chef de projet, programme d'infrastructure du Système d'information géographique, Division des systèmes d'information, de données et de connaissances, Bureau de la pratique de santé publique, Agence de santé publique du Canada

14 h 35 à 14 h 50

L'utilisation des banques de données médico-administratives pour la planification des services

Mike Benigeri, coordonnateur, Carrefour montréalais d'information sociosanitaire, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Québec

14 h 50 à 15 h 10

Les technologies et la prévention: l'expérience de Sault Ste.Marie

Brian Mitchell, médecin et membre du conseil d'administration, Algoma District Medical Group, Group Health Centre, Sault Ste.Marie, Ontario

15 h 10 à 15 h 30

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

La gestion du changement, une étape cruciale

- Reconnaître les enjeux et les défis liés à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications, particulièrement en ce qui a trait aux changements et à l'adaptation nécessaires à leur introduction dans la pratique au quotidien.

16 h à 17 h

TABLE RONDE – Les enjeux de la gestion du changement liés à l'introduction des nouvelles technologies

ANIMATION :

Jean-Paul Fortin, médecin spécialiste, Université Laval, Institut national de santé publique du Québec, Agence de la santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, et Centre francophone d'informatisation des organisations

Monique Douville-Fradet, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Institut national de santé publique du Québec

PARTICIPANTS :

Modèles et stratégies de gestion du changement

Léonard Aucoin, président, InfoVeille Santé, Québec

Gestion du changement : un regard au-delà des technologies

Lise Lamothe, professeure, Département d'administration de la santé, Faculté de médecine, Université de Montréal, Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 30 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

vendredi 27 OCTOBRE 2006

L'emploi des technologies dans un contexte de formation

ANIMATION :

Hélène Bélanger-Bonneau, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Québec
Brenda Bacic, agente de projets, Programmes nationaux, Association canadienne de santé publique

- Définir les nouvelles technologies de l'information propres à la formation.
- Connaître les principes de base d'une pédagogie appliquée à une formation en ligne et ses conditions d'efficacité.
- Distinguer les notions propres à une formation initiale et une formation continue.
- Illustrer, à partir d'exemples, l'utilisation des technologies de l'information en formation.
- Mettre en évidence les enjeux et reconnaître l'avenir de la formation à distance, initiale et continue.

8 h 30 à 8 h 50

F Les nouvelles technologies et la formation initiale et continue : aspects fondamentaux

Thierry Karsenti, titulaire, Chaire de recherche du Canada sur les technologies de l'information et de l'éducation, directeur, Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante, et professeur titulaire, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, Québec

8 h 50 à 9 h 05

A L'expérience de la formation d'épidémiologie en ligne destinée aux praticiens de santé publique

Jamie Hockin, directeur du développement de la main d'œuvre, Bureau de la pratique de santé publique, Agence de santé publique du Canada

9 h 05 à 9 h 20

F Campus virtuel, la téléformation à distance : soutien aux pratiques cliniques incluant les pratiques préventives

Robert Thivierge, vice-doyen, Formation professionnelle et continue, Faculté de médecine, Université de Montréal, Québec

9 h 20 à 9 h 35

F Exemples français de formations en ligne et à distance en santé publique

Jean François Collin, maître de conférences des universités, santé publique, Société française de santé publique et École de santé publique, Faculté de médecine, Université Henri Poincaré, Nancy, France

9 h 35 à 9 h 45

A Les technologies de l'information, un nouveau champ d'expertise en santé publique

David Buckeridge, médecin spécialiste, Université McGill et Institut national de santé publique du Québec

9 h 45 à 10 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

SÉANCES PARALLÈLES PRÉSENTATIONS LIBRES DES RÉSIDENTS EN SANTÉ COMMUNAUTAIRE

- Connaître les travaux réalisés par les résidents durant le programme de résidence.
- Décrire les diverses méthodes de recherche utilisées au cours de ces travaux.
- Connaître la diversité des préoccupations des résidents en santé communautaire de partout au Canada.

Séance 1

ANIMATION :

Ingrid Tyler, résidente en santé communautaire, Université de Toronto et représentante des résidents en santé communautaire, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada

Hélène Bélanger-Bonneau, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 5 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

10 h 30 à 10 h 45

F Tuberculose : transmission chez les Haïtiens à Montréal Christine Lacroix, Université de Montréal, Québec

10 h 45 à 11 h

A Répercussions d'un programme universel de vaccination contre la grippe sur les hospitalisations et la mortalité attribuables à cette affection

Jeff Kwong, Université de Toronto, Ontario

11 h à 11 h 15

F Pauvreté et excès pondéral chez les enfants de 4 ans Johanne Rivest, Université de Montréal, Québec

11 h 15 à 11 h 30

A Freins à l'intérêt des étudiants en médecine envers la pratique communautaire

Monica Hau, Université de Toronto, Ontario
Ingrid Tyler, Université de Toronto, Ontario

11 h 30 à 11 h 45

A Relation entre les soins non professionnels et les soins professionnels à domicile Young Hoon Kit Ngan, Université McMaster, Ontario

11 h 45 à 12 h

F État de l'eau potable au Nunavik, portrait d'une situation Marie-Noëlle Caron, Université Laval, Québec

Séance 2

Geneviève Perreault, résidente en santé communautaire, Université de Montréal, représentante des résidents, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec

Susan Stock, médecin spécialiste, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada, et Institut national de santé publique du Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 5 MINUTES EST COMPRISE DANS CHAQUE PRÉSENTATION.

10 h 30 à 10 h 45

F Facteurs de risque de la diarrhée associée au C. difficile Nathanaëlle Thériault, Université de Sherbrooke, Québec

10 h 45 à 11 h

- (A) F Analyse contextuelle de la transmission virale chez les utilisateurs de drogues intraveineuses à Montréal**
Mélissa Généreux, Université de Montréal, Québec

11 h à 11 h 15

- (A) F Les problèmes de santé physique chez l'enfant et la dépression maternelle**
Geneviève Perreault, Université de Montréal, Québec

11 h 15 à 11 h 30

- (F) A Amélioration de la prestation des services préventifs dans le cadre des bilans de santé complets chez les adultes: essai clinique comparatif aléatoire par grappes Preventive health Evidence-based Recommendation Form (PERFORM)**
Vinita Dubey, Université de Toronto, Ontario

11 h 30 à 11 h 45

- (A) F Analyse organisationnelle de l'offre de services de santé et de services sociaux aux itinérants de la ville de Québec par les milieux communautaire et institutionnel**
Jean-Pierre Trépanier, Université Laval, Québec

11 h 45 à 12 h

- (F) A Délais préopératoires et taux de survie des patients atteints de cancer de la vessie au Québec**
Salaheddin Mahmud, Université du Manitoba, Manitoba

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

L'évaluation des technologies selon l'approche de l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé

ANIMATION :

Susan Stock, médecin spécialiste, Société nationale de spécialistes pour la médecine communautaire, Canada, et Institut national de santé publique du Québec
Monique Douville-Fradet, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Institut national de santé publique du Québec

- Distinguer les méthodes d'évaluation des nouvelles technologies de l'information des méthodes d'évaluation de programme.
- Reconnaître les enjeux méthodologiques, cliniques, technologiques, économiques, éthiques et juridiques associés à l'application des nouvelles technologies pour favoriser une meilleure organisation des soins et des services.

14 h à 14 h 10

- (A) F L'approche conceptuelle de l'évaluation des nouvelles technologies**
Reiner Banken, médecin, Directeur général adjoint au développement et aux partenariats, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

14 h 10 à 14 h 20

- (A) F Le cas de la télémédecine (télépsychiatrie et téléadaptation)**
Khalil Moqadem, médecin, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

14 h 20 à 14 h 30

- (A) F Lignes directrices cliniques**
Robert Perreault, psychiatre, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

14 h 30 à 14 h 40

- (A) F Normes technologiques, télépsychiatrie et téléadaptation**
Éric Levac, médecin, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

14 h 40 à 14 h 50

- (A) F Aspects économiques**
Carole St-Hilaire, économiste, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

14 h 50 à 15 h

- (A) F Cadre juridique**
Alexandra Obadia, avocate, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

15 h à 15 h 10

- (A) F Considérations éthiques**
Lorraine Caron, bioéthicienne, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

15 h 10 à 15 h 30

- (A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**
ANIMATION : Gilles Pineau, médecin, Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, Québec

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

L'évaluation des technologies de l'information: l'importance d'une approche globale

ANIMATION :

Jean-Paul Fortin, médecin spécialiste, Université Laval, Institut national de santé publique du Québec, Agence de la santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale, et Centre francophone d'informatisation des organisations

Monique Douville-Fradet, médecin spécialiste, Association des médecins spécialistes en santé communautaire du Québec et Institut national de santé publique du Québec

- Juger de l'influence des facteurs humains et organisationnels dans l'implantation des nouvelles technologies de l'information.
- Mettre en évidence l'ensemble des perspectives dont il faut tenir compte dans l'évaluation.

16 h à 16 h 25

- (F) A Les défis de l'implantation du système de prescription en ligne MOXXI**
Robyn Tamblyn, professeure, Département de médecine et Département d'épidémiologie de biostatistique et de santé au travail, Université McGill, Québec

16 h 25 à 16 h 45

- (F) A De la pratique aux politiques publiques: l'implantation des nouvelles technologies de l'information et leur effet sur la qualité des données de santé publique**
Ellen Balka, chercheuse, Vancouver Coastal Health, et professeure, Simon Fraser University, Colombie-Britannique

16 h 45 à 17 h

- (A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

Mettre la science au service des programmes d'immunisation, le rôle des comités d'experts

Dans le domaine de l'immunisation, il existe plusieurs comités d'experts qui formulent des recommandations sur l'utilisation des produits immunisants. Ils sont créés de façon permanente ou temporaire, tantôt par une organisation publique, comme un ministère, tantôt par une organisation privée, comme une association de pédiatres ou un fabricant de vaccins. Chargés d'émettre des avis scientifiques ou opérationnels sur un éventail de sujets, notamment sur les modalités d'utilisation des produits et les priorités de recherche entourant leur utilisation, les comités d'experts jouent un rôle important auprès des autorités de santé publique, des fabricants de vaccins, des cliniciens et des vaccinoteurs. Curieusement, on constate que le fonctionnement de ces comités est mal compris, qu'il n'existe pas pour eux de standard de pratique et qu'ils sont au centre de plusieurs controverses, notamment sur le plan de l'éthique.

Ce symposium vise particulièrement les membres de comités d'experts impliqués dans la rédaction de recommandations liées à l'immunisation, les décideurs, les gestionnaires de programmes d'immunisation ainsi que tous les vaccinoteurs. Il leur permettra de mieux comprendre les modes de fonctionnement des différents types de comité d'experts, les critères de qualité des synthèses scientifiques qui sous-tendent leurs avis, de même que les difficultés méthodologiques, conceptuelles et éthiques qu'ils rencontrent, afin d'envisager des solutions possibles. Ils pourront aussi définir les besoins des différents utilisateurs des avis des comités d'experts en immunisation et proposer des améliorations pour mieux y répondre.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE: Bernard Duval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec
MEMBRES: John Carsley, responsable, unité Maladies infectieuses, Direction de santé publique de Montréal, et représentant de la Table de concertation nationale en maladies infectieuses, Québec
 ■ Colette Couture, infirmière, Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Québec
 ■ Philippe De Wals, directeur, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, et président, Comité sur l'immunisation du Québec
 ■ Carole Gagné, directrice de la santé publique, Merck Frosst Canada
 ■ Ian Gemmill, directeur de santé publique, Kingston, Frontenac and Lennox & Addington Public Health, et président, Ontario Immunization Committee
 ■ Vladimir Gilca, épidémiologiste, Centre hospitalier universitaire de Québec
 ■ Monique Landry, médecin-conseil, Direction de la protection de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
 ■ Joanne Langley, IWK Health Centre, Halifax, Nouvelle-Écosse, et vice-présidente, Comité consultatif national en immunisation, Canada
 ■ David Scheifele, directeur, Vaccine Evaluation Centre, Vancouver, Colombie-Britannique, et président, Association canadienne pour la recherche et l'évaluation en immunisation (CAIRE)
 ■ Gaston De Serres, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec
 ■ Perica Sever, directrice des communications, GlaxoSmithKline Canada

 Agence de santé publique du Canada
 Public Health Agency of Canada



 BIOTECANADA
 Vaccine Industry Committee

Institut national de santé publique
 Québec 

Ontario Immunization Committee

jeudi 26 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 35

 **Mot de bienvenue et objectifs du symposium**

Bernard Duval, médecin-conseil et responsable du comité scientifique du symposium, Institut national de santé publique du Québec

Un regard éclairé sur les besoins auxquels répondent les comités d'experts en immunisation

ANIMATION: David Scheifele, directeur, Vaccine Evaluation Centre, Vancouver, Colombie-Britannique, et président, Association canadienne pour la recherche et l'évaluation en immunisation (CAIRE)

- Décrire les nouveaux vaccins à venir et leur utilisation éventuelle auprès de la population pédiatrique et adulte.
- Expliquer comment sont homologués les vaccins au Canada.
- Distinguer les forces et les faiblesses des avis liés à l'implantation de nouveaux vaccins.

8 h 35 à 8 h 45

 **Ouvrir la boîte noire : comment se fait l'homologation d'un vaccin**

Harold Rode, gestionnaire, Division des vaccins, Direction des produits biologiques et thérapies génétiques, Santé Canada

8 h 45 à 8 h 55

 **Comment sont produits les avis du Comité consultatif national sur l'immunisation**

Shelley Deeks, médecin spécialiste, Division de l'immunisation et des infections respiratoires, Agence de santé publique du Canada

8 h 55 à 9 h 05

 **Quelles sont les informations que les fabricants mettent à la disposition des comités d'experts**

Christian Blouin, directeur des politiques de santé publique et des relations gouvernementales, Merck Frosst Canada, et président, Vaccine Industry Committee

9 h 05 à 9 h 20

 **PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS**

9 h 20 à 9 h 40

 **Les bons coups de la vaccination : les répercussions des vaccins introduits au XXI^e siècle**

David Scheifele, directeur, Vaccine Evaluation Centre, Vancouver, Colombie-Britannique, et président, Association canadienne pour la recherche et l'évaluation en immunisation (CAIRE)

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

9 h 40 à 10 h

Un nouveau défi: utiliser au mieux tous ces nouveaux vaccins

Monique Landry, médecin-conseil, ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

TABLE RONDE – Dans quelle mesure les avis répondent-ils aux besoins des utilisateurs?

ANIMATION : John Carsley, responsable, unité Maladies infectieuses, Direction de santé publique de Montréal, Québec

- Analyser les attentes des différents groupes d'utilisateurs en regard des productions résultant des travaux des comités d'experts en immunisation (responsables décisionnels, responsables régionaux et vaccinateurs).
- Proposer des mesures qui permettront de rencontrer les attentes des différents groupes d'utilisateurs.

Le point de vue d'une autorité provinciale de santé publique

Greg Hammond, directeur de la protection de la santé publique, Manitoba, et coprésident, Comité canadien sur l'immunisation

Le point de vue d'une autorité régionale

Yolaine Rioux, coordonnatrice en maladies infectieuses, Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie, Québec (à confirmer)

Le point de vue clinique

Un représentant de l'Association des pédiatres du Québec à confirmer

Le point de vue de la première ligne

Une infirmière vaccinatrice à confirmer

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 60 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

Le fonctionnement des comités d'experts

ANIMATION : Ian Gemmill, directeur de santé publique, Kingston, Frontenac and Lennox & Addington Public Health, et président, Ontario Immunization Committee

- Comparer les caractéristiques du processus de fonctionnement de quelques comités en immunisation.
- Discuter des avantages et des inconvénients de l'utilisation de modèles dans le processus de rédaction des recommandations.
- Entreprendre une réflexion sur les méthodes favorisant un pilotage éclairé fondé sur les données probantes, dont les possibilités de collaboration avec les spécialistes et les intervenants, et les occasions de participation du public.

14 h à 14 h 30

Comment fonctionne l'Advisory Committee on Immunization Practices?

Un représentant de ce comité à confirmer

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

14 h 30 à 14 h 40

Comment fonctionne le Comité consultatif national sur l'immunisation?

Shelley Deeks, médecin spécialiste, Division de l'immunisation et des infections respiratoires, Agence de santé publique du Canada

14 h 40 à 14 h 50

Comment fonctionnent les comités provinciaux en immunisation?

Greg Hammond, coprésident, Comité canadien sur l'immunisation

14 h 50 à 15 h

Comment les associations médicales canadiennes émettent-elles des avis sur la vaccination?

Un pédiatre membre de la Société canadienne de pédiatrie, à confirmer

15 h à 15 h 30

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Les comités d'experts et l'éthique: qui est en conflit d'intérêts?

ANIMATION : Bernard Duval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

- Dédire la possibilité de conflits d'intérêts éventuels pour les membres de comités d'experts.
- Établir des solutions permettant aux experts de minimiser les conflits d'intérêts éventuels.

16 h à 16 h 10

SESSION INTERACTIVE – Présentation de cas de conflits d'intérêts réels ou apparents

Les participants votent avec la technologie touch-pad sur des situations types.

ANIMATION : Philippe De Wals, directeur, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, et président, Comité sur l'immunisation du Québec

16 h 10 à 16 h 25

Jouer avec le feu: un expert et un chercheur peuvent-ils être en contact avec l'industrie et rester membres d'un comité d'experts? Comment?

Michel T. Giroux, avocat et éthicien, Québec

16 h 25 à 16 h 40

Comment la formation médicale continue évite-t-elle les conflits d'intérêts?

Robert Thivierge, directeur de la formation médicale continue, Université de Montréal, Québec

16 h 40 à 16 h 50

  PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

16 h 50 à 17 h

SESSION INTERACTIVE – Réévaluation des situations de conflits d'intérêts présentées au début de la session

Les participants votent à nouveau sur des situations types avec la technologie touch-pad.

ANIMATION : Philippe De Wals, directeur, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, et président, Comité sur l'immunisation du Québec

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

vendredi 27 OCTOBRE 2006

Les recommandations sont-elles vraiment fondées sur des données probantes ?

ANIMATION : Philippe De Wals, directeur, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, président, Comité sur l'immunisation du Québec

- Décrire les types de recherche appuyant la prise de décision éclairée.
- Déterminer la force des preuves selon le type d'étude.

8 h 30 à 8 h 55

F Estimation du fardeau de la maladie : modélisation mathématique

Marc Brisson, directeur, Health Economics and Outcomes Research, Merck Frosst Canada (à confirmer)

8 h 55 à 9 h 20

F Comment déterminer l'efficacité vaccinale

Philippe De Wals, directeur, Département de médecine sociale et préventive, Université Laval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec, et président, Comité sur l'immunisation du Québec

9 h 20 à 9 h 45

A La notion de coût-efficacité dans les programmes d'immunisation

Murray Krahn, médecin, Toronto General Hospital, et professeur, Université de Toronto (à confirmer)

9 h 45 à 10 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Comment évaluer la robustesse des données probantes ?

ANIMATION : Joanne Langley, IWK Health Centre, Halifax, Nouvelle-Écosse, et vice-présidente, Comité consultatif national sur l'immunisation

- Reconnaître que la preuve scientifique peut être de qualité variable et avoir diverses applications suivant les clientèles traitées.
- Déterminer des pratiques favorisant l'obtention de résultats de recherche de haute qualité dans l'évaluation d'implantation des programmes d'immunisation.
- Déterminer les difficultés inhérentes à la mesure des effets secondaires des vaccins et les moyens de les solutionner.

10 h 30 à 11 h

F Confirmer la sécurité vaccinale : la validité des différentes approches

Gaston De Serres, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

11 h à 11 h 30

A Les données dites scientifiques sont-elles toutes d'égale valeur ? La proposition du Comité consultatif national sur l'immunisation

Joanne Langley, IWK Health Centre, Halifax, Nouvelle-Écosse, et vice-présidente, Comité consultatif national sur l'immunisation

11 h 30 à 12 h

PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et de exposants

Quand les avantages individuels nuisent au bien commun

ANIMATION : Gaston De Serres, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

- Juger des implications engendrées par la prise de décision des comités d'immunisation.
- Expliquer comment la science peut évaluer l'effet éventuel d'un nouveau vaccin sur la santé, en tenant compte de sa sécurité et du coût du programme.
- Discuter du point de vue du clinicien et des experts de la santé publique sur la manière d'optimiser l'emploi des ressources et d'assurer une meilleure protection à la population.

14 h à 14 h 20

F Les recommandations « scientifiques » des comités d'immunisation : l'expérience du processus décisionnel au Comité consultatif national sur l'immunisation et au Comité d'immunisation du Québec

Gaston De Serres, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

14 h 20 à 15 h 30

SESSION INTERACTIVE – Les participants s'impliquent !

Discussion et vote avec la technologie touch-pad sur des cas réels de recommandations pour les vaccins suivants : varicelle, coqueluche, encéphalite japonaise, hépatite A, influenza pédiatrique et rage.

ANIMATION : Gaston De Serres, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

Comment optimiser les productions des comités d'experts en immunisation ?

ANIMATION : Horacio Arruda, directeur, Direction de la protection de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (à confirmer)

- Résumer les résultats du symposium.
- Déterminer des pistes pouvant améliorer le système en place.

16 h à 16 h 15

F Synthèse des enjeux soulevés et des pistes de solution proposées durant le symposium

Bernard Duval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec
Avec la participation d'une équipe de rapporteurs.

16 h 15 à 16 h 55

  **TABLE RONDE – Peut-on améliorer l'utilité des comités d'experts en immunisation et comment ?**

Que proposent les experts ?

David Scheifele, directeur, Vaccine Evaluation Centre, Vancouver, Colombie-Britannique, et président, Association canadienne pour la recherche et l'évaluation en immunisation (CAIRE)

Que propose l'industrie ?

Christian Blouin, directeur des politiques de santé publique et des relations gouvernementales, Merck Frosst Canada, et président, Vaccine Industry Committee

Que proposent les responsables en santé publique ?

Greg Hammond, directeur de la protection de la santé publique, Manitoba, et coprésident, Comité canadien sur l'immunisation

Theresa Tam, directrice par intérim, Division de l'immunisation et des infections respiratoires, Agence de santé publique du Canada (à confirmer)

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 10 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

16 h 55 à 17 h

 **Mot de la fin et remerciements**

Bernard Duval, médecin-conseil, Institut national de santé publique du Québec

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre

SYMPOSIUM

Les politiques favorables à la santé : lorsque connaissances, politique et valeurs sont en jeu

Menaces liées aux changements climatiques, jeu pathologique, obésité, pauvreté, les acteurs de la santé publique sont de plus en plus confrontés à des problèmes complexes impliquant l'action des gouvernements dans des secteurs autres que celui de la santé. Toutefois, les décideurs publics ne sont pas toujours pleinement conscients des répercussions potentielles des décisions gouvernementales sur la santé de la population. Par ailleurs, les données permettant d'établir un lien direct entre une politique et ses répercussions sur la santé sont rarement complètes. Enfin, lorsque des données probantes existent, il faut justifier leur considération parmi les autres réalités politiques, économiques ou administratives. Connaissances, politique et valeurs entrent alors en concurrence.

Quelle est la place des acteurs de la santé publique et de leurs partenaires ministériels, communautaires ou provenant d'autres organismes, dans le développement de politiques publiques favorables à la santé? Comment peuvent-ils influencer sur le processus décisionnel? Ce symposium vise à les habiliter à soutenir l'adoption de politiques favorables à la santé aux paliers local, provincial et national.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

RESPONSABLE : France Gagnon, professeure, Télé-Université, Université du Québec à Montréal, et chercheure, Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé

MEMBRES : Nicole F. Bernier, chercheure adjointe, Faculté de médecine, Université de Montréal et Groupe de recherche interdisciplinaire en santé ■ Danièle Francoeur, agente de recherche, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec ■ Robert Jacob, analyste, Institut national de santé publique du Québec ■ Geneviève Lapointe, agente de recherche, Institut national de santé publique du Québec ■ John Lavis, professeur, Department of Clinical Epidemiology & Biostatistics, et directeur, Program in Policy Decision-Making, Université McMaster ■ Lucie Lemieux, directrice, Direction de la santé publique de l'Outaouais ■ Marc-André Maranda, Directeur, Direction du programme de santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec ■ Marc St-Laurent, chargé de projet clinique, Direction de la santé publique de la planification et de l'évaluation, Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent ■ Louise St-Pierre, coordonnatrice, Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et les risques à la santé, Institut national de santé publique du Québec ■ Micheline Séguin-Bernier, nutritionniste et agente de planification et de programmation, Direction de la santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec



Centre de collaboration nationale
sur les politiques publiques
et l'évaluation des risques

Québec

jeudi 26 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 9 h



Les politiques favorables à la santé, peut-on faire mieux?

France Gagnon, professeure, Télé-Université, Université du Québec à Montréal, et chercheure, Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé

Les politiques favorables à la santé : une priorité pour les gouvernements?

- Examiner l'importance accordée à la santé des populations dans l'élaboration des politiques publiques à l'aide d'expériences européennes et canadiennes.

9 h à 9 h 25



La santé publique : une priorité pour les gouvernements européens?

Matthias Wismar, analyste en politique de santé, Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé, Bruxelles, Belgique

9 h 25 à 9 h 45



La santé publique : une priorité pour le gouvernement canadien?

Pierre-Gerlier Forest, expert scientifique en chef, Santé Canada, Ottawa

9 h 45 à 10 h



PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h



TABLE RONDE – Quels progrès pour le Québec au cours des dix dernières années en matière de politiques favorables à la santé?

- Constituer, à partir du point de vue de divers acteurs, un portrait de la situation en matière de politiques favorables à la santé.
- Situer l'expérience du Québec en matière de politiques favorables à la santé en regard des expériences canadienne et européenne.

Richard Massé, président-directeur général, Institut national de santé publique du Québec

Jean Turgeon, professeur, École nationale d'administration publique, et chercheur, Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé
Un conférencier extérieur à la santé publique à confirmer

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 25 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 15 h 30

ATELIERS SIMULTANÉS

L'élaboration des politiques publiques: acteurs, processus et changement

- Distinguer les étapes de l'élaboration des politiques publiques par l'examen de diverses thématiques.
- Expliquer les rôles et les responsabilités des acteurs aux différentes étapes de l'élaboration des politiques publiques.

À partir d'une série d'articles tirés de la presse écrite portant sur une thématique ciblée et des commentaires d'un expert, les participants seront amenés à analyser et à discuter des rôles et des responsabilités des divers acteurs à l'une ou l'autre des étapes du processus d'élaboration des politiques publiques.

F ATELIER 1 – Santé et environnement: où en sont les acteurs de la santé publique ?

ANIMATION : Jean Mercier, professeur, Département de science politique, Université Laval

COMMENTATEUR : Daniel Bolduc, coordonnateur scientifique, Direction des risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec

UNE PÉRIODE DE DISCUSSION ET D'ÉCHANGE DE 65 MINUTES EST COMPRISE DANS CET ATELIER.

F ATELIER 2 – Les interventions des acteurs de santé publique en matière de tabagisme: un modèle à suivre ?

ANIMATION : France Gagnon, professeure, Télé-Université, Université du Québec à Montréal, et chercheure, Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé

COMMENTATEUR : Jean Rochon, expert-conseil, Institut national de santé publique du Québec

UNE PÉRIODE DE DISCUSSION ET D'ÉCHANGE DE 65 MINUTES EST COMPRISE DANS CET ATELIER.

F ATELIER 3 – La loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale: lorsque l'action citoyenne intervient

ANIMATION : Joël Gauthier, conseiller en politiques, Direction de la politique sociale, Nouvelles tendances et développement de politiques, ministère des Ressources humaines et du Développement social du Canada

COMMENTATRICE : Élisabeth Germain, chargée de projet AVEC, Collectif pour un Québec sans pauvreté

UNE PÉRIODE DE DISCUSSION ET D'ÉCHANGE DE 65 MINUTES EST COMPRISE DANS CET ATELIER.

(A) F ATELIER 4 – Les politiques en matière de protection: les données probantes s'imposent-elles dans la décision publique ?

ANIMATION : Mathieu Ouimet, chercheur adjoint, Département d'administration de la santé, Université de Montréal

COMMENTATEUR : Horacio Arruda, directeur, Direction de la Protection de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

UNE PÉRIODE DE DISCUSSION ET D'ÉCHANGE DE 65 MINUTES EST COMPRISE DANS CET ATELIER.

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

(A) (F) TABLE RONDE – Quels sont les rôles et les responsabilités à assumer par la santé publique et ses partenaires pour favoriser l'adoption de politiques favorables à la santé ?

- Dégager des stratégies afin de favoriser la considération de la santé dans les politiques publiques, à partir des expériences analysées en atelier.

PARTICIPANTS :

Horacio Arruda, directeur, Direction de la protection de la santé publique, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec

Daniel Bolduc, coordonnateur scientifique, Direction des risques biologiques, environnementaux et occupationnels, Institut national de santé publique du Québec

Élisabeth Germain, chargée de projet AVEC, Collectif pour un Québec sans pauvreté

Jean Rochon, expert-conseil, Institut national de santé publique du Québec

Matthias Wismar, analyste en politique de santé, Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé, Bruxelles, Belgique

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 25 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir

vendredi 27 OCTOBRE 2006

8 h 30 à 8 h 45

(A) F Ouverture

France Gagnon, professeure, Télé-Université, Université du Québec à Montréal, et chercheure, Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé

Comment soutenir l'adoption de politiques favorables à la santé ?

ANIMATION : Clémence Dallaire, professeure, Faculté des sciences infirmières, Université Laval, et chercheure, Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé

- Comparer diverses stratégies d'action en matière de politiques publiques permettant d'influer sur le processus décisionnel.

8 h 45 à 9 h 05

(A) F L'« advocacy » comme stratégie d'intervention politique

Michaël McCubbin, chercheur, Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale, et professeur associé, Faculté des sciences infirmières, Université Laval

9 h 05 à 9 h 20

(A) F Évaluer les répercussions des politiques publiques sur la santé des populations: un défi pour les acteurs de la santé publique

Sarah Curtis, professeure, University of Durham, Royaume-Uni

9 h 20 à 9 h 35

(A) F L'utilisation des données probantes en contextes organisationnels

Jean-Louis Denis, professeur, Université de Montréal

9 h 35 à 10 h

(A) (F) PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS

10 h à 10 h 30

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

10 h 30 à 12 h

ATELIERS SIMULTANÉS

Les acteurs de la santé publique, du local au mondial: quelles approches et quelles cibles en matière de politiques publiques?

- Juger de la pertinence et de l'applicabilité des stratégies aux différents échelons et secteurs d'intervention de la sphère publique.

À la suite de présentations de cas, les participants seront appelés à analyser et à discuter des stratégies à employer, à partir d'une grille d'analyse.

F ATELIER 5 – Les politiques publiques à l'échelle locale et régionale: les interventions en milieu scolaire et auprès des jeunes en difficulté

ANIMATION : Laurence Bherer, professeure, Faculté des arts et des sciences, Science politique, Université de Montréal

INTERVENANTS :

Robert Bastien, chercheur, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Micheline Séguin-Bernier, agente de planification et de programmation, Direction de la santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION DE 45 MINUTES EST PRÉVUE DANS CET ATELIER.

F ATELIER 6 – Les politiques publiques à l'échelle provinciale: les problématiques de l'alcool et du jeu pathologique

ANIMATION : Nathalie Burlone, professeure, École d'études politiques, Université d'Ottawa

INTERVENANTS :

Réal Morin, directeur scientifique, Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique du Québec

Serge Chevalier, sociologue, Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION DE 45 MINUTES EST PRÉVUE DANS CET ATELIER.

F ATELIER 7 – Les politiques publiques à l'échelle nationale et internationale: les problématiques environnementales et de sécurité sanitaire dans la perspective de la mondialisation

ANIMATION : Nicole F. Bernier, chercheuse adjointe, Faculté de médecine, Groupe de recherche interdisciplinaire en santé, Université de Montréal

INTERVENANTS :

Bernard Cantin, agent principal de recherche en politiques, Projet de recherche sur les politiques, Gouvernement du Canada

Anne-Marie Robert, professionnelle de recherche, Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation, École nationale d'administration publique

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE DISCUSSION DE 45 MINUTES EST PRÉVUE DANS CET ATELIER.

12 h à 14 h

Dîner – Visite des communications affichées et des exposants

14 h à 15 h 30

F TABLE RONDE – Entre connaissances, politique et valeurs: quel avenir pour les politiques favorables à la santé?

- Examiner la dynamique entre les connaissances, les valeurs et le contexte politique dans l'élaboration des politiques publiques.

ANIMATION : Clémence Dallaire, professeure, Faculté des sciences infirmières, Université Laval, et chercheure, Groupe d'étude sur les politiques publiques et la santé

PARTICIPANTS :

Michel Hamelin, secrétaire adjoint, Comité ministériel du développement social, éducatif et culturel, ministère du Conseil exécutif (à confirmer)

Yves Boisvert, professeur, École nationale d'administration publique

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTIONS DE 25 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE TABLE RONDE.

15 h 30 à 16 h

Pause – Visite des communications affichées et des exposants

16 h à 17 h

F Des politiques publiques aux politiques favorables à la santé: défis et enjeux dans un monde sans frontière

Alain Poirier, directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint, ministère de la Santé et des Services sociaux, Québec

- Déterminer des pistes d'action à promouvoir pour soutenir l'adoption des politiques publiques favorables à la santé dans un monde sans frontières.

UNE PÉRIODE D'ÉCHANGE ET DE QUESTION DE 20 MINUTES EST COMPRISE DANS CETTE CONFÉRENCE.

17 h

Questionnaire d'évaluation à remplir et à remettre